

Le Quotidien

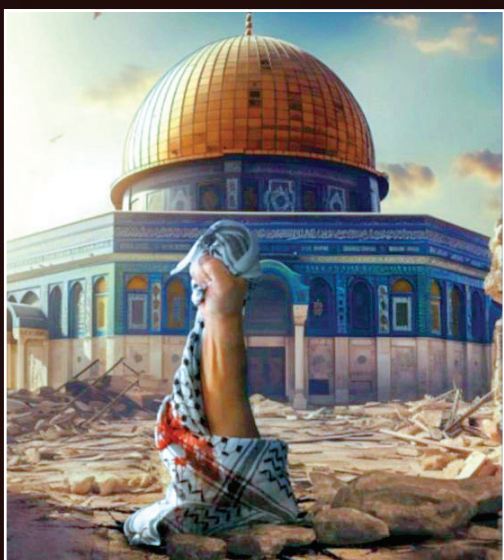
Edition Nationale d'Information D'ORAN

De l'Ukraine au Proche-Orient, mondialisation des conflits non maîtrisés

ABDELHAK BENELHADJ

■ Manoeuvres, pressions et enjeux sans la résistance !

MUSTAPHA AGGOUN



■ Comment parler de progrès ?

DERGUINI AREZKI

■ La relance économique et les entreprises en difficulté

BRAHIM LAKHLEF

■ Livres : dans les sous-sols de l'histoire

BELKACEM
AHCENE-DJABALLAH

■ Droits de l'homme, version US

MUSTAPHA AGGOUN



Exécutés par l'armée
sioniste dans une école
**Découverte des corps
de 30 martyrs à Ghaza**

Mohamed Mehdi

Le ministère de la Santé à Ghaza a déclaré hier, mercredi, que le nombre de martyrs de l'agression israélienne contre Gaza s'est élevé à 26.900 et celui des blessés à 65.949 depuis le 7 octobre dernier. La même source a indiqué que l'occupation a commis au moins 16 massacres faisant 150 martyrs et 313 blessés au cours des précédentes 24 heures.

Hier également, les éléments de la protection civile ont découvert les corps en décomposition avancée de 30 martyrs exécutés par l'armée israélienne à Beit Lahia. Des images insoutenables diffusées hier par Al Jazeera montrent des opérations de récupération des 30 corps décomposés des martyrs, retrouvés les mains attachées et les yeux bandés à l'intérieur de l'école Hamad, au nord de la bande de Ghaza, pendant plusieurs jours par les chars et les soldats de l'armée israélienne.

Le Club des prisonniers palestiniens, cité par la chaîne qatarie, a déclaré que la découverte des corps de 30 martyrs est la preuve claire d'une « exécution sioniste », et qu'il existe de « plus en plus de données indiquant que les détenus de Ghaza ont été soumis à des exécutions ». Le Club des prisonniers a également assuré que les témoignages qu'il détient « montrent que les martyrs étaient menottés et avaient les yeux bandés, ce qui confirme qu'ils étaient en état d'arrestation, et que l'occupation a commis le crime d'exécution ».

**BOMBARDEMENTS
SUR TOUT GHAZA**

Hier, l'armée sioniste a bombardé plusieurs parties de la bande de Ghaza du nord au sud. Les bombardements ont été signalés sur la banlieue nord de la ville de Ghaza et à Khan Younes particulièrement où se déroulaient également des affrontements entre la résistance palestinienne et les soldats de l'armée israélienne soutenus par des hélicoptères de combat. Les forces d'occupation israéliennes ont bombardé le centre et l'ouest du gouvernorat de Khan Younes, et ont fait exploser un centre résidentiel, faisant des dizaines de martyrs depuis mardi soir.

L'armée sioniste a également continué à assiéger et bombarder des hôpitaux et empêcher les secours d'aller chercher les blessés et les corps des martyrs.

Toujours à Khan Younes, l'armée sioniste a poursuivi mercredi le siège de l'hôpital Al Amal et du complexe médical Nasser pour le dixième jour consécutif, a rapporté le correspondant d'Al Jazeera. La même source a également indiqué que le bombardement de la ville de Hamad, au nord de Khan Younes, a fait un martyr et plusieurs blessés.

De son côté, la Société du Croissant-Rouge palestinien a également rapporté que l'armée d'occupation a bombardé les environs de l'hôpital Al Amal situé dans le siège de l'organisation,

et qu'un employé de la sécurité de cet hôpital est tombé en martyr sous les balles des soldats israéliens. L'hôpital Al Awda dans la région de Tal Al Zaatar, au nord de la bande de Ghaza, a été également bombardé par l'artillerie israélienne, a indiqué un correspondant d'Al Jazeera.

La journée d'hier a également été marquée par des bombardements sur Deir Al-Balah, contre des citoyens du quartier d'Al-Baraka, dans le centre de la bande de Ghaza, faisant plusieurs martyrs et des blessés. Au nord de Ghaza, la ville de Jabalia a été la cible de plusieurs raids israéliens.

**CONSEIL DE SÉCURITÉ :
ÉLARGIR LE FLUX
D'AIDE HUMANITAIRE**

Les membres du Conseil de sécurité ont voté, mardi, à l'unanimité pour le projet de communiqué de presse, présenté à l'initiative de la Mission permanente de l'Algérie à New York, qui souligne le besoin urgent d'élargir le flux d'aide humanitaire aux civils à Ghaza, dans le cadre de la situation humanitaire détériorée suite à l'agression barbare de l'occupant sioniste.

Le texte exhorte également toutes les parties à coopérer avec la coordonnatrice principale de l'action humanitaire et de la reconstruction à Ghaza, Sigrid Kaag, et de lui faciliter sa mission, tel que stipulé dans la résolution 2720, indique l'APS.

**LES MEMBRES DU
CONSEIL DE SÉCURITÉ
ONT ÉGALEMENT SALUÉ
LA NOMINATION DE
MME KAAG COMME**

Coordonnatrice principale de l'action humanitaire et de la reconstruction à Ghaza, qui sera chargée d'assurer l'acheminement immédiat d'aides humanitaires aux Palestiniens à Ghaza, de coordonner et de surveiller tous les envois de secours humanitaires, et de créer un mécanisme onusien en vue d'accélérer l'acheminement de tous les envois de secours humanitaires.

**L'ALGÉRIE INTERPELLE
LE PROCUREUR DE LA CPI**

Par ailleurs, le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, Amar Bendjama, a interpellé, lors d'une réunion du Conseil de sécurité sur le rapport périodique de la Cour pénale internationale (CPI) concernant la situation au Darfour, le procureur de cette dernière sur la nécessité d'observer la même diligence sur l'ensemble des dossiers au sujet desquels elle est saisie, notamment la question palestinienne, a indiqué également l'APS.

L'ambassadeur Bendjama a rappelé que la Palestine avait saisi la CPI en 2018 sur les violations commises par l'occupant sioniste, en regrettant que cette institution ait été incapable de présenter, jusqu'à présent, un rapport concret sur les progrès réalisés depuis cette saisine.

**Sonatrach
Accord pour renforcer l'approvisionnement
du Royaume-Uni en GNL**

Sonatrach a signé mercredi un accord de dix années avec Grain LNG, pour l'extension des capacités de stockage et de relivraison à long terme du gaz naturel liquéfié (GNL) algérien au niveau du terminal relevant de cette compagnie britannique, et ce, à partir de janvier 2029.

Selon un communiqué de Sonatrach, l'accord porte sur une capacité d'importation de 125 GWh/j, équivalent à 3 millions de tonnes par an de GNL.

Il s'agit du premier accord issu du processus d'enchères concurrentielles initié par Grain LNG, lancé en septembre 2023, précise Sonatrach soulignant que "la fructuosité de ce processus d'enchères garantit l'avenir du plus grand terminal d'importation de GNL en Europe pour la prochaine décennie".

Le terminal de Grain LNG, situé sur l'île de Grain (Est de Londres), est actuellement en cours d'extension en vue de stocker et de livrer les quantités nécessaires de gaz pour répondre jusqu'à hauteur de 33% de la demande en gaz du Royaume-Uni,

selon le communiqué. Cette infrastructure a récemment connu une augmentation significative des importations de GNL à la faveur de la diversification par l'Europe de ses approvisionnements en cette ressource.

"Aujourd'hui marque une autre étape majeure dans la garantie de la sécurité énergétique du Royaume-Uni", a déclaré la présidente de National Grid Ventures, Katie Jackson, citée dans le communiqué.

Elle a affirmé que "les importations de GNL jouent un rôle essentiel pour garantir que le Royaume-Uni puisse disposer du gaz dont il a besoin, quand il en a besoin, en fournissant un approvisionnement flexible et fiable en gaz pour chauffer les foyers et pour soutenir la croissance de la production d'énergie renouvelable".

"Cet accord garantit que le terminal de Grain puisse continuer de disposer d'une base diversifiée de fournisseurs dans le bassin de l'Atlantique. Je suis ravie que Sonatrach ait fait preuve, encore une fois, d'un engagement à long terme envers notre site de classe mondiale, sur lequel les

consommateurs britanniques comptent et je me réjouis de poursuivre notre relation de travail avec Sonatrach dans les prochaines années", a-t-elle indiqué.

De son côté, le vice-président Commercialisation de la compagnie nationale, Mayouf Belgacem, a déclaré : "Nous espérons que le GNL continuera à jouer un rôle essentiel dans la préservation des activités économiques et la sécurité de l'approvisionnement énergétique dans le monde. En concluant cet accord, nous exprimons notre volonté de renforcer notre position en tant que partenaire à long terme de Grain LNG et de contributeur substantiel à la sécurité d'approvisionnement en gaz du Royaume-Uni".

"Par ailleurs, cet accord offre à Sonatrach un accès assuré au plus grand terminal d'importation de GNL en Europe, ce qui contribue à renforcer sa stratégie de commercialisation à long terme, en matière de diversification de ses marchés GNL", a ajouté le responsable à Sonatrach, cité dans le même communiqué.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

**Des routes
budgétivores**

Six mille (6.000) milliards de centimes dégagés, en 2024, pour l'entretien et le développement des routes, c'est beaucoup ou pas assez pour améliorer l'état du réseau routier national ? Cette enveloppe financière, malgré sa consistance, ne devrait pas impressionner outre mesure, notamment au regard du coût très élevé de la réalisation et la réfection des routes. En sus de la réalité d'un réseau routier qui provoque le mécontentement des usagers de la route d'Est en Ouest et du Nord au Sud, nécessitant de ce fait un plan Marshall par endroits afin d'espérer rouler sur des routes carrossables. Et encore faut-il veiller à la préservation des routes et de toutes les infrastructures après leur réalisation en priorisant les opérations d'entretien, comme l'a recommandé, lundi 29 janvier, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhoukh, lors des travaux de la dernière réunion des Directeurs de wilaya des travaux publics. Sachant pertinemment que des défaillances ont cours « hors des chantiers », et qui ont toute leur influence néfaste sur la bonne marche des travaux, le ministre a donné des instructions aux directeurs et cadres centraux et locaux afin d'améliorer les règles de gestion administrative, de gestion de projets et d'amélioration du service public, notamment en ce qui concerne le respect des règles d'élaboration des cahiers des

charges, la promotion de la transparence dans la sélection des entreprises de réalisation disposant des capacités et des moyens nécessaires, ainsi que le respect des textes de référence en matière de comptabilité. Ce n'est pas la première fois que des instructions pareilles sont données aux directeurs et cadres centraux et locaux, mais le ministre ne manque pas de les reformuler à chaque occasion. Mais ces instructions ne semblent pas être suivies d'effet sur le terrain, du moins pour ce qui est de l'élimination des ralentisseurs placés de manière anarchique sans respect des dispositions de l'arrêté interministériel conclu avec le ministère de l'Intérieur définissant les conditions et les normes de réalisation des ralentisseurs au niveau des routes communales et de wilaya, ou encore l'acquisition des équipements de pesage des camions afin d'en contrôler l'excès de poids pour préserver les routes, notamment l'autoroute Est-Ouest. Des équipements qui seront accompagnés de mesures coercitives à l'encontre des conducteurs ne respectant pas le poids légal des marchandises. Au-delà de cette enveloppe financière, des routes en mauvais état coûtent très cher au Trésor public et au citoyen. Pas seulement sur le plan financier, mais d'une manière dramatique quand on tient compte du fait que l'état des routes figure parmi les causes des accidents de la circulation.

**LA RÉSISTANCE CIBLE DES
SOLDATS BARRICADÉS**

Les combats au sol continuent dans plusieurs régions de Ghaza, y compris au nord de la bande, mais également à Khan Younes au Sud où les bombardements sont intenses depuis plus de trois semaines.

Les Brigades Al-Qassam, la branche militaire du Hamas, ont déclaré mercredi avoir ciblé deux chars israéliens Merkava avec deux obus Al-Yassin 105, à l'ouest de Khan Younes, ainsi qu'un bulldozer militaire D9 avec un obus Al-Yassin 105 à Tal Al-Hawa, au sud-ouest de la ville de Ghaza.

Les Brigades Al-Qods, la branche militaire du Jihad islamique, ont

déclaré à leur tour avoir ciblé, avec un missile guidé, un groupe de soldats d'occupation retranchés à l'intérieur d'un bâtiment au nord-ouest de la région centrale de Ghaza, et bombardé avec des obus de mortier les soldats et les véhicules de l'occupation dans l'axe de Taqadum, à l'est du camp de Bureij, au nord de la bande.

L'armée israélienne rencontre les mêmes difficultés de progression à Khan Younes que celles enregistrées au nord de Ghaza. Selon la Société de radiodiffusion de l'entité sioniste, citée par Al Jazeera, l'avancée des troupes à Khan Younes « est très lente », précisant que « la progression sur une profondeur de 200 mètres prend beaucoup de temps ».

Le Quotidien <i>D'ORAN</i> Edition Nationale d'Information Editée par la SPA ORAN - PRESSE au Capital de 195.923.000,00 DA	Président Directeur Général Directeur de la Publication Mohamed Abdou BENABBOU	Direction - Administration Rédaction centrale 63, Ave de l'ANP - Oran B.P.N°110 - Oran Tél. 041.23.25.22 23.25.23 / 23.25.24 23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15	Fax Pub: 041.23.25.21 Fax et Rédaction: 041.23.25.20 Imp.: Oran : imprimerie "Le Quotidien d'Oran" Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran" Constantine : S.I.E.	INTERNET: http://www.lequotidien-oran.com E-mail : infos@lequotidien-oran.com publicite@lequotidien-oran.com admin@lequotidien-oran.com lequotidiendoran@yahoo.fr	
				Rédaction Algéroise Tél.: 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57 Pub Tél.: 021. 64.96.44	Rédaction Constantinoise Tél. : 031.92.12.11 Fax : 031.92.12.22
				Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE	
	«POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger. Téléphone : 021.73.71.28 / 021.73.76.78 / 021.74.99.81 / Fax : 021.73.95.59 / E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz »				

En une semaine Plus de 12 quintaux de kif saisis aux frontières avec le Maroc

Des tentatives d'introduction de plus de 12 quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc ont été mises en échec dans des opérations menées par des détachements combinées de l'Armée nationale populaire (ANP), durant la période du 24 au 30 janvier en cours, indique un bilan opérationnel rendu public mercredi par le ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, et en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, (57) narcotrafiquants, et ont mis en échec des tentatives d'introduction de (12) quintaux et (57) kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que (211883) comprimés psychotropes ont été saisis», précise la même source.

A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Salah et Djanet, des détachements de l'ANP ont «arrêté (95) individus et saisi (33) véhicules, (186) groupes électrogènes, (144) marteaux piqueurs, (40) quintaux de mélange d'or brut et de pierres, ainsi que des quantités d'explosifs, d'outils de détonation et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite», ajoute le bilan.

Touggourt, Aïn Defla Neuf morts et un blessé dans deux collisions

Quatre personnes ont trouvé la mort et une autre a été blessée dans un accident de la circulation survenu mardi soir sur la route nationale (RN123) dans la daïra d'El Hadjira (wilaya de Touggourt), ont indiqué les services de la protection civile.

L'accident s'est produit suite à une collision entre deux véhicules touristiques au niveau du point kilométrique n25 sur la RN 123 dans la commune d'El Allia (daïra d'El Hadjira), faisant quatre morts âgés entre 40 et 72 ans et un blessé, selon la même source. Les éléments de la protection civile sont intervenus pour évacuer les victimes vers la morgue de l'établissement hospitalier d'El Hadjira, a précisé la même source, ajoutant que le blessé a été transféré aux services des urgences du même établissement.

Dans la wilaya d'Aïn Defla, cinq personnes ont trouvé la

De même, «(36) autres individus ont été interceptés et (08) fusils de chasse, de grandes quantités de munitions de différents calibres, (22113) litres de carburants, (168) tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation, (175) quintaux de déchets de cuivres, (26) quintaux de tabacs et (345758) unités d'articles pyrotechniques ont été saisis lors d'opérations distinctes à travers le territoire national».

Le bilan de l'ANP fait état également de l'arrestation par des détachements de l'ANP de «(07) éléments de soutien aux groupes terroristes» lors d'opérations distinctes.

Par ailleurs, les Garde-côtes ont procédé à «la mise en échec de plusieurs tentatives d'émigration clandestine sur nos côtes nationales, et au sauvetage de (231) individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que (569) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national».

Ces opérations exécutées par des unités et des détachements de l'ANP, dans «la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme», ont abouti à «des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national», souligne la même source.

mort dans un accident de la route survenu mardi après-midi dans la commune de Khemis Miliana, a indiqué un communiqué rendu public par la direction de la Protection civile de la wilaya. Selon la même source, les secours de la Protection civile sont intervenus aux environs de 15h55, suite à une collision entre un camion et un véhicule utilitaire, au lieu-dit "Doumas" de la commune de Khemis Miliana, traversée par la RN 18. L'accident a causé la mort de cinq (5) personnes, âgées de 27 à 35 ans, dont deux (2) sur place, tandis que les trois (3) autres ont rendu l'âme au service des urgences de l'établissement public hospitalier (EPH) de Khemis Miliana, où elles ont été évacuées.

Les dépouilles des victimes ont été transportées à la morgue du même établissement hospitalier, a conclu la même source.

Gouvernement Ramadhan, production de carburant et dessalement au menu

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, mercredi, une réunion du gouvernement consacrée à l'examen de communications relatives à plusieurs secteurs, indique un communiqué des services du premier ministre.

La réunion du gouvernement a été consacrée à l'examen d'un nombre de communications sectorielles liées aux préparatifs pour le mois sacré du Ramadhan, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des mesures de solidarité nationale, l'approvisionnement et la régulation du marché et la disponibilité des produits de large consommation, ainsi que la ges-

tion rationnelle des ressources en eau, les conditions d'hygiène et le bon fonctionnement des différents services publics.

Le gouvernement a également entendu une communication sur la stratégie nationale de production et de stockage du carburant dans le cadre de la sécurité énergétique qui vise à assurer l'exploitation et le développement optimal des capacités de raffinage et à répondre de manière proactive à la demande croissante sur ce produit, en sus de la diversification des exportations, et ce conformément aux directives de monsieur le Président de la République données lors du Conseil des

ministres tenu le 7 janvier courant.

Par ailleurs, le gouvernement a entendu une communication sur la stratégie nationale permettant de faire face aux défis climatiques dans ses différentes dimensions relatives à l'adaptation aux changements climatiques et à l'atténuation de leurs répercussions.

Enfin, le gouvernement a endossé un projet de décret exécutif relatif à la mise en œuvre de projets qui s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du programme national de dessalement de l'eau de mer, décidé par monsieur le Président de la République en matière de sécurité hydrique.



El yazid Dib

La Justice internationale, la vérité et le veto

C'est de la vérité que triomphe la justice. Néanmoins, la notion peu ambiguë de ce «Droit international» de ces «Conventions de Genève» de ces

«Règles de la guerre» commence à se dépoussiérer. Pas totalement. Longtemps, brandie comme une prouesse du génie pacifique de l'homme post-Seconde Guerre-mondiale, el el n'a été depuis, que sa vitrine virtuelle sans nul effet sur les torts commis en son nom. Enfin, un brin, un déclic de l'orthodoxie juridictionnelle est venu, cette fois-ci, accabler le plus impuni des États, le plus voyou, le maquereau du nouveau monde. Israël est mis bel et bien au poteau. Un premier échec juridique et une énième défaite morale cuisante. Tout le mérite revient à l'Afrique du Sud qui a osé, vaille que vaille, commettre le sacrilège d'accuser l'invincible, le belliqueux, le fléau criminel de cette guerre. Nonobstant la mollesse de l'arrêt, la justice est quand bien même dite à moitié de voix. Sous un soupçon de crime génocidaire, le crime est déjà établi. Reste à voir.

Il ne peut y avoir, cependant, de justice internationale, ni de morale universelle sans un cessez-le-feu. Ainsi le génocide continue et la Cour internationale de Justice lorgne le cri effaré d'un gosse gisant sous les décombres de Gaza. Ce cri, entonné en des milliers de voix étouffées ne semble pas être clairement audible dans les tympans du siège de la Haye. Plus on s'éloigne de la vérité, plus la justice s'éloigne de vous. Ce peuple n'a pas besoin dans l'immédiat de pain et d'eau malgré la disette et la sécheresse que sème l'en-

tité sioniste. Il veut que la mort cesse d'occuper leur temps, que les raids disparaissent de leur ciel, que les deuils itératifs finissent, que les écoles s'ouvrent et que le printemps

qui arrive soit radieux et lumineux.

Ce qui cause le malheur d'une victime n'est pas toujours le déni de ses droits mais le refus entêté de reconnaissance de son existence. Lorsqu'on arrive à réussir à flouter un arrêt de justice, il ne faut jamais croire que la vérité serait de ce fait effacée. Gaza meurt chaque jour et porte sur soi toutes les atrocités que Tel-Aviv pense les avoir en self-défense. En réalité et même après le prononcé du jugement préliminaire, l'on entend toujours le tonnerre des bombardements qui semble faire, fi tant des sentences de la Cour internationale que des colères de tous les peuples qui n'ont cessé de réclamer l'arrêt des hostilités. Israël fait la sourde oreille, se radicalise et persiste à finir l'œuvre macabre.

Le fait que la CIJ s'est abstenue de clamer expressément le cessez-le-feu tend à traduire la friolité de cette instance onusienne. Devant le courage inhabituel d'avoir accepté le dépôt de plainte, subsiste la timidité d'aller jusqu'aux fins de l'affaire. Les mesures d'urgence du verdict n'auront pas trop d'effets sur le terrain où le massacre récurrent se perpétue encore. Que faire ? S'attendre à une résolution du Conseil de sécurité ? Et le sacré veto pour qui, voire contre qui, a-t-il été fait ? Il ne reste que le grand veto populaire, le grondement des boulevards, le séisme des peuples libres.

BEM et Bac Début de la révision des données des inscrits

Le ministère de l'Education nationale a annoncé, mercredi, que les deux sites de l'Office national des examens et concours (ONEC) seront ouverts au profit des candidats scolarisés et libres, pour les deux examens du Brevet d'enseignement moyen (BEM) et du Baccalauréat session 2024, et ce à partir d'aujourd'hui jeudi, pour leur permettre de consulter et de vérifier l'exactitude de leurs données saisies, a indiqué un communiqué du ministère.

«Le ministère de l'Education nationale informe l'ensemble des candidats scolarisés et libres aux

épreuves des examens du BEM et du Baccalauréat session 2024, de l'ouverture des deux sites de l'ONEC, à partir de jeudi 1 février jusqu'à jeudi 15 février 2024, pour leur permettre de consulter et de vérifier l'exactitude de leurs données saisies», lit-on dans le communiqué.

L'accès se fera à travers les liens suivants: examen du BEM: <https://bem.onec.dz>, examen du Baccalauréat: <https://bac.onec.dz>, ainsi qu'au niveau de l'espace pour parents d'élèves, sur la plateforme numérique du ministère de l'Education nationale pour

les candidats scolarisés: <https://awlya.education.gov.dz>.

En cas d'erreurs, ajoute le communiqué, «les candidats scolarisés sont tenus d'informer les directeurs des établissements d'enseignement de l'erreur relevée avant la date du 15 février 2024", tandis que «les candidats libres sont tenus d'informer la direction de l'Education au sein de laquelle ils sont inscrits ou le centre de wilaya de l'enseignement et de la formation à distance (ONEFD) auquel ils sont affiliés, selon le cas, de l'erreur relevée, et ce avant la date du 19 février 2024, dernier délai».

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS
DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS
DE LA WILAYA DE SIDI BEL ABBES
SERVICE INVESTISSEMENTS ET EQUIPEMENTS

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE
DU MARCHE

Conformément aux dispositions du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et suite à l'avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence des capacités minimale lancé Le: 2023/12/17 : الجمهورية
Et Le Quotidien d'Oran : 14/12/2023

Le directeur de la jeunesse et des sports informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'opération relative à :

Réalisation D'une Pliscine semi olympique à Sidi Bel Abbes

Lot N° 05 : Renforcement de L'ossature métallique

Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Sidi Bel Abbes/ NIF:099022015035730
Que suite au résultat de la commission d'analyse des offres que les travaux sont provisoirement attribués comme suit :

ENTREPRISE	NIF	LOT	MONTANT	NOTE	DELA	OBS
CHELLAI ABDELGHANI	177220103279173	Lot N° 05 : Renforcement de L'ossature métallique	9.155.074,60 DA	55 Pts	35 Jours	Offre moins disante

Les soumissionnaires intéressés de prendre connaissance des résultats de l'évaluation technique et financière de leurs offres sont invités de se rapprocher des services contractant au plus tard (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire et un délai de dix (10) jours est accordé à compter de la signature, du présent avis pour un éventuel recours.

ANEP N° 2431001296 Le Quotidien d'Oran 01/02/2024

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Numéro fiscale : 098513509059311

WILAYA DE TLEMCEN - DAIRA DE CHETOUANE - COMMUNE DE CHETOUANE

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N° 15-247 du 16-09-2015 portant réglementation des marchés publics, le président de l'Assemblée Populaire Communale de Chetouane informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offre ouvert avec exigence des capacités minimale paru dans les journaux nationaux le 08/01/2024 concernant la réalisation des projets travaux publics suivant les lots indiqués ci-dessous qu'a l'issue de la réunion d'évaluation des offres le 23/01/2024, elle propose d'attribuer à titre provisoire l'opération comme suite :

Projet du marché	Soumissionnaires	Montant DA	NIF	Délai d'exécution	A
LOT 01 : Aménagement et revêtement la voie à SIDI AÏSSA	SARL SOTRAHBAF	7.948.140.90 DA	099813026209218	03 MOIS	Moin disant
LOT 02 : Aménagement et revêtement la voie à HAI EL M'DIG	SARL SOTHYFAB	7.967.942.50 DA	000313026300883	03 MOIS	Moins disant

Toute candidats qui souhaitent prendre connaissance de leurs motifs à se rapprocher de mes services (bureau des marchés) au plus tard trois jours (03 jours) à compter de la première parution de ce publicité aussi Toute personne contestant ce choix peut introduire son recours auprès du comité communal des marchés dans un délai de dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis à la presse national

LE PRESIDENT

ANEP N° 2431001286 Le Quotidien d'Oran 01/02/2024

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE

AGENCE NATIONALE DE L'AMELIORATION ET DU DEVELOPPEMENT DU LOGEMENT
Lotissement Saïd Hamdine Bir Mourad Rais - ALGER
N° Identification fiscale : 000016001405697
A. A. D. L

PROGRAMME LOGEMENTS PROMOTIONNELS AIDES
CONCOURS NATIONAL D'ARCHITECTURE RESTREINT
(MAITRISE D'ŒUVRE).
TRANCHE DE 101 A 200 LOGEMENTS
N° 05/24/L.P.A/ DR ORAN - AADL -

En application des dispositions de l'article 3.1.1.5.1 de la décision N° 42/DG/AADL/2017 DU 27/04/2017 régissant la passation des marchés, L'AGENCE NATIONALE DE L'AMELIORATION ET DU DEVELOPPEMENT DU LOGEMENT - DIRECTION REGIONALE D'ORAN, lance un Concours National d'Architecture Restreint (maîtrise d'œuvre) :

Projet : Étude et suivi de la réalisation de 150 logements type LPA + promotion libre avec Locaux à Usage Commercial et Professionnel y compris les travaux de viabilisation « réseaux tertiaires » au POS POLE D'EXELENCE, La Commune De Mazargan, Wilaya De Mostaganem.

Il s'agit d'un Concours national d'architecture restreint aux architectes ou groupement d'architectes et/ou de bureaux d'études inscrits dans le tableau national de l'ordre des architectes et en possession d'un agrément en cours de validité, justifiant des capacités techniques, professionnelles et financières suivantes :

A- CAS DE SOUMISSIONNAIRE SEUL :

a. Capacités professionnelles

- Une copie de l'agrément, délivré par l'ordre national des architectes en cours de validité.

b. Capacité financière :

Les candidats ou soumissionnaires ayant un chiffre d'affaire égal ou supérieur à 8.000.000,00 DA. Il s'agit du chiffre d'affaire cumulé des cinq dernières années précédant l'année de lancement de l'avis de concours, justifié par les déclarations des impôts forfaitaires uniques ou des bilans financiers, déposés auprès des services compétents.

c. Capacités techniques :

- Références professionnelles :

- Ayant déjà exécuté la mission de maîtrise d'œuvre, durant les 10 dernières années, au moins :

Un projet classé à la catégorie « C » ou plus.

Ou un projet de logement d'au moins de 150 logements et plus en un seul tenant.

Ou un cumul de projet de logement d'au moins 200 logements en prenant en considération les projets de 60 logements et plus.

Les références professionnelles sont à justifier par des attestations de bonne exécution, délivrées par des maîtres d'ouvrage publics.

Des maîtres d'ouvrages privés, accompagnées du permis de construire de l'opération concernée.

- Moyens humains :

Il s'agit de :

- Un (01) Chef de projet : Architecte ou ingénieur ou master en bâtiment ayant une expérience égale ou supérieure à 03 ans.

Justifiés par des CV, les diplômes, l'état nominatif CNAS/attestation d'affiliation ou /bordereau de déclaration auprès de la CNAS, CASNOS, fiche carrière/Contrat ANEM et les certificats ou attestations de travail.

- Moyens matériels :

Disposant des moyens matériels suivants :

- 01véhicule automobile ;
- 01 micro-ordinateur ;
- 01 imprimante ;

Justifiés par tout document :

Carte grise et contrat d'assurances, contrat de leasing ou contrat de location.

Facture d'achat daté de dix (10) ans au maximum, procès-verbal de constat d'un commissaire priseur daté de douze (12) mois maximum à la date de la soumission.

1) CAS DE SOUMISSION EN GROUPEMENT :

Pour justifier de l'éligibilité du soumissionnaire en groupement momentané d'architectes et/ou de bureaux d'études, il sera tenu compte des capacités de l'ensemble des membres du groupement. A ce titre, les membres du groupement ne sont pas tenus de justifier individuellement de l'ensemble des capacités exigées, dans le cahier des charges.

Le groupement doit être impérativement solidaire.

Si l'une des conditions d'éligibilité n'est pas satisfaite, l'offre sera rejetée systématiquement.

Les moyens humains et matériels ayant servi à la candidature du soumissionnaire ne sont pas sujets à notation lors de l'évaluation de l'offre technique.

Seuls les soumissionnaires éligibles, présélectionnés seront invités à déposer leurs offres techniques, prestations et financières.

Le cahier des charges doit être retiré par le candidat ou le soumissionnaire ou leurs représentants mandatés, contre paiement d'une somme de 10.000,00 DA auprès de :

DIRECTION REGIONALE « AADL » ORAN
SISE BLOC 23 CITE 1377 LOGEMENTS FACE USTO - WILAYA D'ORAN

Les candidats intéressés par le présent concours sont invités à remettre en premier lieu le dossier de candidature, comportant les pièces suivantes :

1. Une déclaration de candidature.
2. Une déclaration de probité : selon modèle.
3. Les statuts pour les sociétés (s'il y a lieu).
4. Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
5. Tout document permettant de justifier et d'évaluer les capacités des candidats.

Le dossier de candidature est inséré dans une enveloppe cachetée, cette enveloppe est mise dans une autre enveloppe cachetée et anonyme.

L'offre doit être déposée dans les délais requis à l'adresse ci-après :

Direction Régionale « AADL » ORAN
Secrétariat régional (6ème étage)

Sise bloc 23 cité 1377 logements FACE USTO - Wilaya D'ORAN

La durée de préparation des offres est fixée ci-dessous à compter de la date de la première publication de l'avis d'appel à la concurrence, dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou la presse écrite, selon la phase suivantes :

- 05 jours pour le dossier de candidature : les candidats sont invités dans une première phase à remettre uniquement les plis des dossiers de candidature.
- 21 jours pour l'offre technique, prestations et financière : Les candidats présélectionnés, seront invités par voie de presse à remettre leurs offres techniques, de prestations et financières. La date et l'heure limite de dépôt des offres (technique, de prestations et financière), sera comptée à partir de la date de la première parution de la publication.

Le service contractant peut, quand les circonstances le justifient, proroger la durée de préparation des offres ; dans ce cas, il en informe les candidats par tout moyen et ce au moins quinze (15) jours avant la date de dépôt des offres.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, le dépôt des offres se fera le jour ouvrable suivant.

L'offre technique, de prestations et l'offre financière sont insérées dans des enveloppes séparées et cachetées, portant les mentions ci-après :

La dénomination du soumissionnaire, l'objet du concours, le numéro du concours, ainsi que la mention « Offre technique », « Offres de prestations » et « Offres de financière » selon le cas.

Ces enveloppes doivent être mise dans une autre enveloppe, cachetée et anonyme qui porte l'objet du concours et le numéro du concours et la mention « A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres ».

La date et l'heure limite de dépôt des dossiers de candidature correspondent au dernier jour de la durée de leur préparation, au plus tard à midi (12H00) .

L'ouverture en séance publique du dossier de candidature, s'effectuera au siège du maître de l'ouvrage indiqué ci-dessus en présence des soumissionnaires le jour coïncidant avec la date de dépôt des offres sus- indiquée à quatorze heures (14H00).

Le délai de validité de l'offre est égal à la durée de préparation des offres cumulée augmentée de 03 mois à compter de la date de dépôt des offres.

Le Directeur Régional
De l'AADL Oran

ANEP N° 2431001312 Le Quotidien d'Oran 01/02/2024

De l'Ukraine au Proche-Orient, mondialisation des conflits non maîtrisés

Par Abdelhak Benelhadj

À la fin 2021, après une pandémie qui a surpris le monde, le « Jour d'après » a été le jour de la veille. Ce fut difficile mais gérable. Ce fut même l'occasion pour la science et la technologie occidentale, c'est-à-dire américaine, de faire la démonstration de sa créative réactivité.⁽¹⁾

Les oiseaux de mauvais augure attendront pour proclamer le déclin de l'Occident. Tout semblait aller pour le mieux. Il devait en être bientôt fini de la Russie de Poutine. Cahin-caha, les Israéliens continuaient de tisser et d'approfondir des liens avec leurs « amis » arabes. Le « problème palestinien » disparaissait peu à peu de l'actualité. Hélas, les projets solitaires coïncident rarement avec le monde. Le réel existe parce qu'il résiste aux calculs et la seule loi de l'histoire, rappelait Max Gallo, c'est la surprise.

Ce serait un truisme que de regarder le conflit entre la Russie et l'Ukraine comme la manifestation d'un conflit mondialisé impliquant une infinité de théâtres d'opérations en mer de Chine, au Sahel africain, en Amérique Latine et évidemment aussi au Proche-Orient.

C'en est un autre que de rapprocher les événements du 07 octobre 2023 et ceux du 22 février 2022. Dans les deux cas les Russes et les Palestiniens étaient poussés dans leurs derniers retranchements. Fin 2021 l'affaire semblait bien ficelée.

- En Ukraine, bien avant le coup de force de Maïdan (février 2014) les Etats-Unis avaient préparé les Ukrainiens à la guerre et contraints leurs adversaires à l'intervention militaire en élargissant sans cesse l'espace de l'OTAN.

Ce n'est pas la première fois que Washington a recours à ce genre de procédé un peu partout dans le monde.² A savoir gagner une bataille sans avoir à la livrer.

Ils ne s'en cachent d'ailleurs pas et réaffirment régulièrement leur véritable objectif. Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'OTAN en visite à Washington le confirme ce lundi 29 janvier lors d'une réunion avec le chef du Pentagone, Lloyd Austin. « Notre soutien [à l'Ukraine] n'est pas de la charité ; c'est un investissement pour notre propre sécurité. » (Le Monde, mardi 30 janvier 2024).

- Les Palestiniens subissent une insupportable oppression, exercée à la fois par l'Etat sioniste et par les colons qui jouissent d'une totale impunité.

* L'autorité palestinienne en Cisjordanie est bafouée, dégradée, isolée, réduite en ses prérogatives et en ses décisions précisément pour éroder sa représentativité locale et internationale.

* La « bande » de Ghaza est devenue une vaste prison à ciel ouvert, privée des ressources et dernières essentielles, soumise à un impitoyable embargo et au bon vouloir de geôliers indifférents. Des populations miséreuses entassées en un réduit inhumain. On est très loin des Accords d'Oslo et même du respect élémentaire des Institutions internationales qu'Israël et ses alliés bafouent régulièrement depuis des décennies.

Les Palestiniens n'avaient le choix qu'entre deux destins tragiques :

* soit mourir à petits feux avec la bénédiction de leurs frères arabes qui signent des accords (diplomatiques, économiques, touristiques...) de plus en plus publics et officiels avec un Etat qui n'est plus « hébreux » mais ouvertement, publiquement, exclusivement juif.

* soit mourir debout, les armes à la main, bousculant les légendes d'invincibilité factices d'une machine de guerre et d'un Etat sous perfusion occidentale. Avec le 07 octobre, la Palestine a montré qu'elle est toujours là. Tant pis pour ceux qui croyaient facilement la solder en pertes et profits dans d'obscures tractations « abrahamiques ». Cette opération va avoir des conséquences variables et, dans une certaine mesure surprenantes.

La violence de la réaction des Israéliens est proportionnelle à leur désappointement. Les autres parties contractuelles rasent les murs. Emirs, rois, sultans et autres agioteurs de droits divins font comme s'ils n'étaient pas là et font le gros dos. Jamais, ils n'avaient imaginé les Palestiniens capables d'audace et de courage.

La rue arabe exulte et les régimes fragiles redoutent des ruptures imprévisibles. Qui avait pu imaginer que le suicide par le feu d'un vendeur à la sauvette tunisien allait entraîner en 2011 la chute de Ben Ali et, par ricochet, celle H. Moubarak en Egypte ? La guerre a servi nombre de dirigeants par le passé dans les pays où la démocratie est travestie par d'habiles communicateurs.³ Aujourd'hui, la survie politique de Netanyahu est intimement associée à la guerre. Il a sans doute résisté à la forte envie d'embrasser les leaders de

Hamas et de leur envoyer un mot de gratitude.

L'opération menée le 07 octobre lui a offert en effet sur un plateau l'occasion de se maintenir au pouvoir, de consolider le mouvement sioniste radical au sein de son gouvernement, de mobiliser les foules autour d'une utopie mortifère, d'étouffer l'opposition et d'échapper à la justice (au demeurant très accommodante de son pays).

Les Palestiniens, ainsi que nous le notions plus haut, n'avaient aucun autre choix.

L'objectif sioniste est clair : après avoir déclaré constitutionnellement l'Etat d'Israël, pays réservé exclusivement aux Juifs (sans qu'aucune conscience dans le monde ne se lève pour crier à l'abomination)⁴, les plus « radicaux » veulent achever la colonisation entamée en 1948 et faire disparaître d'une manière ou d'une autre une population palestinienne qui n'aurait pas vocation à habiter en Eretz Israël. Il y a tant de pays arabes voisins où elle trouverait un accueil naturel.⁵

Les lobbys sionistes américains ont immédiatement embrayé avec les deux « flottes US » (la V^{ème} et la VI^{ème}) qui tiennent la région en tenailles. Portes avions, munitions, informations, image de puissances étaient là pour avertir que personne ne viendrait en aide au Ghazaouis sans coups férir.

Iran, Hezbollah, Syrie... ont reçu le message. Mais la palette des coups tordus est vaste.

Le 07 octobre est à multiples détonances. Cela commence par les attaques houthis à partir du Yémen qui vont avec des moyens limités troubler le commerce Asie-Europe, un axe majeur des échanges internationaux. L'attaque dimanche 28 janvier d'une base militaire américaine en Jordanie à la frontière avec l'Irak et la Syrie qui a fait trois morts et des dizaines de blessés parmi les soldats américains, perturbe les calculs de nombreux acteurs des confrontations en cours.

LA COHORTE DES PERDANTS

Zelensky en perdition

L'assistance occidentale à l'Ukraine n'est pas un appoint mineur. Elle représente une condition d'existence. Sans l'aide américaine, l'Ukraine de Zelensky n'existe plus. Le combat de son pays perdrait sa légitime résistance à une agression extérieure et ne serait plus que ce qu'il est : une guerre par délégation dont l'objectif et les enjeux dépassent très largement la défense de l'Ukraine. Ils dépassent aussi les Européens qui font figure ici de preneurs d'ordres.

La fourniture d'armes occidentales de plus en plus coûteuses, nombreuses et puissantes, réclamées de manière incessante à grands cris : Himars, missiles à longue portée (type ATACMS, « scalps » ou « Storm Shadow »), chars lourds de combat (Leopard, Challenger, Abrams)... n'a pas cessé. La Pologne et la Roumanie y jouent un rôle essentiel. On peut y ajouter des aides plus discrètes mais tout aussi efficaces : la conduite des opérations militaires sur le terrain par exemple via les informations par satellites (publiques et privées) et par de nombreux autres canaux et, sur le terrain, des techniciens expérimentés pour assister les servants ukrainiens et se prémunir contre le trafic d'armes dans un pays connu pour l'avoir élevé au rang de culture nationale.

La destruction et la neutralisation de ces armes expliquent pour une large part l'échec de la « contre-offensive » ukrainienne reconnu comme tel dès l'automne 2023. L'ouverture du front palestinien n'est pas faite pour arranger ses affaires. Une guerre généralisée au Proche-Orient, c'est moins d'armes et de munitions pour l'Ukraine et surtout un affaiblissement médiatique pour une cause qui a déjà beaucoup perdu de sa popularité en Occident. Moins de journalistes, moins de temps d'antenne, moins d'images de l'Ukraine sur tous les écrans et les unes, signifie une catastrophique baisse d'audience pour un président, saltimbanque professionnel, qui organise la guerre de son pays comme un spectacle quotidien. V. Zelensky est aux abois.

Dès le Sommet de l'OTAN à Vilnius, à la mi-juillet, il est mis hors champ. Son aura est ternie. Il n'est plus reçu que dans des enceintes discrètes. Fini les grandes pompes, les grands discours... égards et cérémonies... piédestal d'où il admonestait avec autorité institutions internationales, chefs d'Etat, chefs d'entreprises...

J. BIDEN N'A LE CHOIX QU'ENTRE DE MAUVAISES SOLUTIONS

Les mésententes dans l'Union Européenne dé-

ters de D. Trump ont le vent électoral en poupe et bloquent au Congrès le paquet d'aide que J. Biden a prévu pour Kiev, réduisent les moyens militaires, mais aussi économiques de l'Ukraine.

L'Europe est la cinquième roue de la charrue. Un vaste marché ouvert aux quatre vents, un bric-à-brac à la Prévert, qui ne possède ni défense, ni diplomatie, ni volonté politique commune pour s'en doter. Lorsque Washington déclenche une opération militaire quelque part dans le monde, il est rare qu'il en informe ses « alliés » (sauf en cas de besoin) alors que ce sont souvent les Européens qui essuient les plâtres.

« Frappez l'Iran maintenant. Frappez fort », a lancé le sénateur républicain Lindsey Graham pour enfoncer la Maison Blanche dans un choix impossible au lendemain de l'attaque du 28 janvier. La campagne électorale du candidat démocrate se trouve coincée entre le déclenchement d'un conflit immaîtrisable que personne ne veut et l'image d'un « vieillard sénile » incapable de prendre des « décisions courageuses », nécessaires au prestige et à la défense de son pays.

Pourtant, il ne peut pas intervenir, d'autant moins que, jusqu'à lors, aucune preuve n'implique l'Iran dans l'attaque de la base américaine. Il ne peut pas non plus ne pas intervenir à moins de renoncer à sa réélection.

Bien sûr, J. Biden pourra doser et trouver une cible « consensuelle » qui conviendrait à tous sans conséquences périlleuses pour la paix du monde. Mais ce choix sera difficile. Comment, par exemple, convaincre l'Iran de consentir sagement à un bombardement pour une action militaire dont elle ne reconnaît pas la responsabilité ?

Tous les cow-boys du Congrès, y compris dans son camp, sont sur le pied de guerre. Ils se sont coiffés de leur stetson et armés de leurs Walker Colt ou de leurs Smith&Wesson comme à la belle époque. Quel que soit le choix de J. Biden, D. Trump se frotte les mains et pourra commencer à préparer son second mandat.

Une conflagration proche-orientale généralisée, c'est-à-dire impossible à maîtriser, ouvrira une boîte de Pandore et fera exploser le prix des hydrocarbures et des marchandises transitant par l'Océan Indien, la mer Rouge et le Canal de Suez.

Cela ferait plaisir aux producteurs américaines de gaz et de pétrole de schistes qui font fortune depuis l'embargo sur les hydrocarbures russes et l'accroissement des importations européennes de produits américains. Mais cela aura des conséquences fâcheuses : augmentation mécanique des recettes russes avec le contournement par l'Arctique du trafic marchand asiatique et notamment chinois. C'est plus court, moins cher et sécurisé. Le réchauffement climatique n'a pas que des inconvénients.

Le plus préoccupant est la relance de l'inflation alors que les marchés attendent avec impatience depuis plusieurs mois la baisse des taux d'intérêt attendue. Cela n'est favorable ni à l'investissement, ni à la consommation, ni à l'emploi ni à la croissance.

On aura beau le cacher l'économie européenne, contrairement à l'américaine, souffre des sanctions infligées à la Russie et de l'ouverture des frontières de l'Union aux produits ukrainiens.

Les marchands, les intermédiaires et les spéculateurs y trouvent leur compte. Mais ni les producteurs (notamment les agriculteurs) ni les consommateurs n'y retrouvent les leurs.

Les manifestations se succèdent en Europe, les régimes politiques basculent les uns après les autres en faveur de partis « populistes », nationalistes anti-européens. Les préoccupations locales économiques et sociales dominent des débats de plus en plus politiques.

Elargir l'espace de l'OTAN, étouffer à petits feux la Russie de Poutine et produire un collapsus similaire à celui qui mit fin à l'URSS, est loin de se réaliser. L'idée du « poison lent » qui finira par produire ses effets est-ce plus qu'un mythe. La Russie s'est préparée à ce conflit et à ses différentes dimensions. Se serait-elle trompée ? Peut-être.

En attendant, c'est la défense ukrainienne qui menace de flancher. Des pertes humaines et matériels considérables minent l'effort de guerre et le moral de l'« arrière ».

Les aides promises sont bloquées aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis.

Le conflit a vidé les stocks des arsenaux des pays « alliés ». Gagner du temps pour donner à l'Ukraine les moyens de reprendre son combat dans de meilleures conditions dans quelques mois, entreprendre une « économie de guerre » généralisée relève plus de la rhétorique que de la réalité, malgré la pression des « complexes » militaro-industriels qui ont

jusque-là largement profité du conflit.

La popularité de la cause ukrainienne est au plus bas à l'intérieur et à l'extérieur. Militairement, politiquement, économiquement, financièrement on atteint des limites.

A près de 30 000 morts et des dizaines de milliers de blessés, et bientôt quatre mois de massacres, médiatiquement plus ou moins escamotés grâce aux réseaux sous contrôle en Europe et en Amérique du nord, l'armée israélienne ne parvient pas venir à bout d'une résistance palestinienne à espérance de vie bien supérieure aux conflits antérieurs (guerre des six jours en juin 1967, guerre d'octobre 1973, confrontation avec Hezbollah en 2006).

Contrairement à ce qui est répété sur les réseaux mondiaux, il ne s'agit pas d'une guerre entre armées conventionnelles. L'Afrique du sud a déposé une plainte pour un génocide systématiquement entrepris condamné par la Cour Internationale de Justice le 26 janvier.

Le mot « génocide » a été euphémisé mais « Israël » et « génocide » ont été étroitement associés comme cause et effet.

On peut défaire une armée mais pas un peuple sous le regard d'un monde instantanément médiatisé. Les Israéliens pourront détruire Ghaza, tuer des dizaines de milliers de Palestiniens et quelques uns de leurs dirigeants. Cela ne suffira pas à effacer la Palestine et sa cause.

En quelques semaines, Israël a perdu un crédit considérable qui pourra même affecter l'histoire de ce qu'il prétend incarner. La foranterie militaire produit des réputations surfaîtes et une sécurité factice. Israël n'est après tout que la partie apparente d'un iceberg mondial qui le porte à bout de bras. En sera-t-il toujours ainsi pour l'éternité ? Pancho, Le Monde, V. 05 juin 1987

Non seulement les conflits ne se résorbent pas mais ils s'aggravent, se multiplient un peu partout dans le monde.

Outre l'Ukraine et la Palestine, l'enfer menace d'ouvrir des succursales à Taiwan, dans les Balkans, entre le Pakistan et une Inde théocratique qui a oublié les principes fondateurs qui ont présidé à sa naissance, entre le Pakistan et l'Iran, entre les deux Corées, entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie... Chacun de ces conflits pourrait représenter la mèche qui mettra le feu à une conflagration qu'il sera peut-être impossible de juguler.

Les Nations Unies sont aujourd'hui aussi incapables et obsolètes que la Société des Nations l'avait été en 1920 à traiter de la guerre et de la paix.⁶ Le monde d'aujourd'hui n'a plus rien à avoir avec celui de 1945. Il serait temps d'en prendre acte.

A l'évidence, si l'humanité survit à ces crises, la première tâche des nations sera de fonder impérativement un nouveau système de régulation des conflits internationaux et une meilleure administration de la création, de la répartition des richesses et de la préservation de la biosphère terrestre, support essentiel de la vie sur la planète.

Notes

- 1- Même si Pfizer doit son vaccin à un laboratoire germano-turc (BioNTech). C'est l'Europe qui crée mais c'est l'Amérique qui en universalise les bienfaits (moyennant de très convenables rétributions, cela va de soi).
- 2- Zbigniew Brzezinski, conseiller à la sécurité nationale du président des États-Unis Jimmy Carter l'a reconnu publiquement en janvier 1998 : les Etats-Unis sont intervenus en Afghanistan avant même l'entrée des troupes soviétiques en 1979. « Cette opération secrète était une excellente idée. Elle a eu pour effet d'attirer les Russes dans le piège afghan. (...) Nous avons maintenant l'occasion de donner à l'URSS sa guerre du Vietnam » écrivait-il à J. Carter.
- 3- Aussitôt la paix venue W. Churchill, opportuniste roué, a épuisé le carburant qui le maintenait au 10 Downing Street A son retour aux affaires en 1951, il n'avait plus la magie qui avait séduit les Londoniens sous les bombes.
- 4- Il serait injuste et malhonnête de ne pas faire référence aux nombreuses manifestations anti-israéliennes dans le monde et aux protestations de nombreuses personnalités en Occident et en Israël en soutien à la Palestine. Lire par exemple « Ani-es israélien-nes, voilà pourquoi je soutiens les Palestinien-nes » (<https://www.contretemps.eu>, 17 octobre 2023) de Ilan Pappé.
- 5- C'est pourquoi les Israéliens ne parlent jamais de « Palestiniens » mais d'« Arabes ». La guerre est aussi dans le lexique.
- 6- Il n'est pas suffisamment rappelé que le Sénat américain avait voté contre la SdN et que les Etats-Unis avaient refusé d'en être membres, alors que le projet avait été proposé et défendu par le président Wilson.

■ Comment parler de progrès ?

Par Derguini Arezki

1ère partie

La vie matérielle se dérobe sous la civilisation thermo-industrielle. Cette civilisation matérielle a atteint son apogée et entame son déclin, la vie matérielle comme prise par une nature vivante et comme indifférente à la vie sociale va continuer sa course^[1]. Elle finira bien par imposer aux apôtres de la croissance économique ses lois physiques. On sait aujourd'hui ce que doivent les libertés individuelles à l'énergie fossile^[2]. On peut caractériser la civilisation thermo-industrielle comme une société consumériste. Cette société est toujours attachée à sa foi dans la croissance. Emportée par son élan, elle n'est pas encline à se déshabituier et ne se prépare pas à administrer la décroissance à venir que la nécessaire et inévitable décarbonation de l'économie va entraîner. Lui fera défaut l'agilité que l'instabilité du nouveau cours de la vie matérielle aurait attendue d'elle.

Nous allons passer, bon gré mal gré, d'une problématique des droits à une autre des devoirs. La problématique des droits est très étroitement liée au mythe de la croissance illimitée. Car elle suppose la croyance dans une amélioration constante des droits de l'ensemble de la population. La persistance de la problématique des droits dans un contexte de contraction de la vie matérielle va rompre ce consensus, des droits ne pourront plus être garantis. Cela va détacher la classe moyenne supérieure attachée au progrès sociétal de sa base et entraîner l'apparition d'antagonismes sociaux. La problématique des devoirs va insister sur les devoirs de chacun, et particulièrement ceux de la classe supérieure vis-à-vis des classes inférieures. Le rôle de la classe moyenne supérieure va être décisif, le sort de la société sera fixé selon qu'elle gravitera autour de la classe supérieure ou des classes inférieures, selon qu'elle s'attachera à la prolétarianisation ou à la déprolétarianisation des classes inférieures.

REDÉFINIR LE PROGRÈS

On peut s'interroger aujourd'hui sur ce que l'on pourrait appeler progrès. Le progrès technique et scientifique semble se dissocier de sa finalité, car on assiste à l'amorce d'une désynchronisation avec le progrès social. La crise climatique s'amplifie, les inégalités et les déplacements de population croissent, les guerres prolifèrent. Le progrès sociétal se substitue au progrès social, entretenant l'illusion de la poursuite du progrès dans une partie de la population, mais en réalité creusant le divorce entre la classe moyenne supérieure et les classes inférieures. Le progrès sociétal est le progrès par lequel la classe supérieure s'attache la classe moyenne supérieure. Nous arrivons au bout de certains mythes : au moment où l'on croit qu'ils vont se réaliser, ils s'effondrent.

Progrès technique, progrès sociétal et progrès social, c'est dans cet ordre que la flèche du progrès dans l'idéologie ambiante les hiérarchise. Le progrès technique est dans le progrès sociétal, le progrès sociétal est dans le progrès social. Dans la réalité, on assiste à un essoufflement du progrès social au contraire du progrès technique et sociétal. Le progrès social ne peut plus être déduit du progrès technique.

Le rapport du progrès technique et du progrès social a aujourd'hui besoin d'être redéfini. On ne peut plus identifier le progrès à la substitution du capital au travail. Il nous faut probablement inverser leur rapport. En situation de contraction de la vie matérielle, il faudra substituer du travail au capital plutôt que du capital au travail, remettre le « travail vivant », humain et non humain, au centre de l'accumulation plutôt que le « travail mort ». La véritable énergie renouvelable est celle qui n'est pas dissociée du travail vivant. Le progrès technique ne pourra plus tendre à substituer systématiquement de l'énergie fossile à l'énergie renouvelable, il devra tendre à accumuler du savoir dans le travail vivant.

Il semble certain que la compétition de puissance continuera d'imposer le progrès technologique à certains secteurs, mais la logique de substitution du capital au travail, si elle s'impose à l'ensemble des secteurs, finira par désolidariser complètement le progrès technologique du progrès social et le retourner contre lui. Pour remettre le progrès technologique dans le progrès social, il faudra mettre le savoir dans le travail vivant. Le progrès scientifi-

que ne conduit pas de lui-même au progrès social, il ne sera dit progrès que s'il anime le progrès social. Le progrès ne signifie plus économie et intensification du travail vivant, il signifie extensification et intensification du travail vivant et décarbonation de l'économie.

CONVERGENCE ET DIVERGENCE DU CAPITAL ET DU TRAVAIL

Le progrès de la Science s'il reste celui de l'esprit humain, s'objective et s'abstrait de plus en plus du travail vivant. Il nécessite de plus en plus d'énergie fossile pour se transformer en progrès social. La Science ambitionne de tout savoir et de tout pouvoir. Elle fait comme si ce qu'elle ne produit pas aujourd'hui, elle le produira demain. Mais elle oublie qu'Elle ne crée rien à partir de rien. Et donc qu'il y aura toujours un dedans et un dehors pour elle, un dehors qu'elle s'efforcera d'intérioriser, mais qui ne cessera pas de se renouveler et malheureusement dans des figures de plus en plus dégradées. C'est que les transformations du monde qu'Elle opère obéissent au second principe de la thermodynamique^[3]. Elle produit de l'entropie. Le progrès scientifique intensifie le travail vivant et par là la vie matérielle, mais détruit et épuise ce qu'il ne produit pas et rend possible une telle intensification. « Travail vivant » des vivants et « travail » des machines ne se complètent plus, ils se retournent l'un contre l'autre.

C'est de ce point de vue qu'une critique du capitalisme peut tenir la route. Elle tient dans la séparation forcée du travail et du capital. Rappelons que tout est production, tout est travail et énergie. Le capital se distingue du travail en ce qu'il dissocie savoir et énergie. Et que par l'association et dissociation du savoir et de l'énergie, travail et capital se convertissent l'un dans l'autre. Le capitalisme que l'on caractérisera par la propension à accumuler du capital mort aux dépens du travail vivant portait la promesse que le riche serait l'avenir du pauvre. Ce qui sépare le capital (travail mort) du travail vivant, c'est que le premier ne dispose pas de l'énergie en mesure de l'animer.

Le capital est du savoir-faire objectif, accumulé et monopolisé par la propriété privée exclusive. S'il faut désormais substituer du travail vivant au travail mort (capital), préserver le savoir-faire et son accumulation de son objectivation et appropriation par une classe sociale, l'esprit du capitalisme n'y sera plus, la propriété privée exclusive cessant d'être sacrée et hégémonique et la transformation du travail vivant en travail mort la règle.

On peut dire que le capitalisme en tant que système basé sur la séparation et l'antagonisme du travail et du capital a résulté de la conjonction de la propriété privée exclusive sous l'aiguillon de la compétition et de la séparation massive du travail et de l'énergie qui a été rendue possible par l'énergie fossile. La compétition sous le régime de la propriété privée exclusive ayant conduit à une concentration toujours plus forte du savoir et du pouvoir de faire. Sortir du système capitaliste, c'est sortir de l'hégémonie de la propriété privée exclusive et de la domination du travail mort (capital) sur le travail vivant.

Le socialisme est dans le refus d'une telle hégémonie (et non dans l'éradication de la propriété privée) et d'une telle domination (et non dans la disparition du capital). Après avoir substitué du capital au travail, il faut être en mesure de substituer du travail au capital.

Pour les économies du monde, s'il peut y avoir une convergence, elle ne s'opérera plus par le rattrapage des pays riches par les pays pauvres, elle ne s'effectuera pas par la substitution du capital au travail pour multiplier les populations inutiles.

C'est d'une autre convergence dont on aura besoin : celle de pays riches allant à la rencontre des pays pauvres, en substituant du travail au capital, en réduisant de manière drastique les énergies fossiles, en fixant et en armant les populations d'un savoir et pouvoir faire sur une Terre habitable. Bref en remettant le savoir dans le travail vivant au lieu de l'en vider et les classes moyennes supérieures qui le portent dans la société au lieu de l'en séparer.

On continuera de parler de croissance pour entretenir l'illusion d'une unité du monde si nécessaire aux entreprises globales. Mais une unité du monde n'en étant pas moins nécessaire une certaine convergence devra y convenir. On va assister à deux mouvements de sens opposés l'un de substitution du capital au travail et l'autre du travail au capital qui vont continuer à s'interpénétrer. Le tout est de savoir s'ils se-

ront antagoniques ou complémentaires. Ils pourraient se compléter si d'un côté la substitution du capital au travail travaillait dans le sens de la puissance technologique et de la globalisation du monde, autrement dit au service de l'entretien d'une infrastructure matérielle qui ferait l'unité du monde, et si d'un autre côté, une substitution du travail au capital combattait la formation de populations inutiles. Investissement du savoir dans le travail mort d'un côté, investissement du savoir dans le travail vivant d'un autre.

Les deux dynamiques opposées de substitution du travail et du capital vont tout à la fois se séparer et accroître leur interpénétration. La complémentarité de ces deux dynamiques est invraisemblable sous le régime de la propriété privée exclusive. L'accumulation capitaliste du capital a pour logique de vider le travail vivant du savoir et à s'approprier le savoir en l'objectivant au travers de la formation du capital privé. L'énergie fossile lui fera bientôt défaut pour imposer systématiquement cette logique et séparer le travail vivant de l'énergie.

Ce à quoi nous allons d'abord assister du fait de la logique capitaliste c'est à l'antagonisme des deux dynamiques : substitution du capital au travail et concentration du capital dans certaines zones, production de populations inutiles dans d'autres zones.

C'est à partir du moment où sera exacerbé l'antagonisme entre populations armées du pouvoir savoir-faire et populations prolétariées, la polarisation jusqu'au sein des anciennes sociétés industrielles, que l'antagonisme aura atteint le bout de sa course. Alors seulement pourra être entrevue, envisagée pour s'imposer la nécessaire complémentarité des deux mouvements opposés de substitution du capital et du travail, que leur interpénétration sera matériellement et socialement féconde.

Car sur le plan des comportements sociaux, quel sera celui des riches, celui des pauvres ? Comment se protégeront-ils de l'insécurité ? On ne peut plus penser que les pauvres pourront marcher dans les pas des plus riches, ni que les riches et les pauvres pourraient s'entendre à priori sur une démarche commune qui leur viendrait d'une volonté dont on ne sait d'où. Demander aux riches de renoncer à l'accumulation du capital, on devine leur réponse. Ils demanderont à voir avant d'approuver.

Ce n'est que lorsque les pertes menaceront d'être plus grandes que les gains qu'ils accepteront de se défaire de la conception d'un rapport de classe antagoniste.

Pour l'heure, le marché du travail se polarise, la pyramide du travail s'étrangle au milieu et se gonfle à la base. Le savoir et le pouvoir faire se réfugiant en son sommet. La société est alors écartelée par une mobilité ascendante et une autre descendante, la classe moyenne est menacée. Deux types de sociétés se démarquent, l'un attaché à une mobilité ascendante, un autre affecté par une mobilité descendante. Les élites qui doivent leur statut à leurs talents se détachent du corps social, le corps social se vide de ses talents. La différenciation sociale se tend, une contre tendance à l'indifférenciation procédant du bas alors se manifeste. Le désir d'une société indifférenciée se développe dans le corps social prolétarié pour envelopper la société entière. L'histoire, pour refaire corps à la société, tourne en faveur du populisme de droite et

des valeurs conservatrices. Les droits acquis sont menacés, l'égalité des chances n'est plus crédible, la social-démocratie a vécu d'une redistribution qui ignorait le rapport antagoniste des riches aux pauvres. La séparation hobbesienne de l'État et de la société ne tient plus. L'oligarchie financière, pour ordonner le désordre, donnera au corps social des boucs émissaires. En noyant la lutte de classes dans la lutte des races et des sexes, elle voudra faire d'une pierre deux coups, détruire les populations inutiles menaçantes et menacées.

C'est à partir de certains comportements autour desquels viendront s'agglomérer les autres que les choses arriveront. Au départ donc, les comportements des riches et des pauvres se disjoindront engageant ainsi la grande divergence sociale. La sobriété ne commencera pas par les riches, les États ne renonceront pas à la puissance technologique.

Des comportements émergeront qui en sauvant des personnes pourraient tendre à sauver une classe, plus exactement ce qu'il en sera resté. Car le temps qu'émergent des comportements pertinents pour faire face aux différentes insécurités, beaucoup auront failli. Les riches et la puissance publique ne renonceront pas aux machines intelligentes, les pauvres ne pourront compter que sur leur seule intelligence. Mais de quelle intelligence les prolétaires pourraient-ils disposer ? De quels savoirs pouvoir faire ? Là est la question. L'avenir du monde dépend en grande partie des dispositions de la classe moyenne supérieure. Va-t-elle toujours avoir le regard tourné vers le haut, avoir la propension à se détacher de la classe inférieure pour servir la classe supérieure ? Où va-t-elle enfin comprendre qu'il faut refaire société avec la classe inférieure, remettre le savoir dans le travail vivant, pour sauver le monde de la catastrophe prévisible ?

Nous avons besoin d'une vision de l'avenir qui nous permette d'aller vers lui sans trop d'affolement et de dissensus. J'entrevois dans une certaine globalisation, une archépélisation du monde s'imposant dans l'ordre ou le chaos. Car le monde doit trouver une certaine cohérence et un certain équilibre. Un monde concentrant le savoir et le pouvoir faire d'un côté et privant le reste n'est plus soutenable. Il faut remettre le travail mort dans le travail vivant, qui l'intensifie et l'améliore au lieu de s'en abstraire et de le détruire. Le paradis sur terre, ce qu'il peut en être, n'est pas dans la consommation illimitée, il est dans la magnificence du vivant. Il est dans une coopération favorable au vivant. Il n'est plus dans le nombre d'esclaves énergétiques possédés.

Note

1- J'emprunte l'opposition vie matérielle et civilisation à F. Braudel. On peut considérer la civilisation matérielle comme la trajectoire qui prend une société dans la longue durée.

2- Voir en particulier les travaux de Jean Marc Jancovici et le livre de Véra Nikolski qui les prolonge : Féminicène. Les vraies raisons de l'émancipation des femmes, les vrais dangers qui la menacent. On renverra à la vidéo qu'elle a produite en compagnie de Jean Marc Jancovici. <https://www.youtube.com/watch?v=B2SI1zMNSho>

[3] Principe d'évolution, elle stipule que toute transformation réelle s'effectue avec création d'entropie. L'entropie étant une grandeur physique qui caractérise le degré de désorganisation d'un système. On est tenté de dire qu'au-delà des croyances prégnantes l'on peut observer que dans les sociétés postcoloniales la modernisation a introduit plus de désordre que d'ordre (autoritarismes, déracinements sociaux, etc.). Du point de vue des flux physiques, le deuxième principe de la thermodynamique a prévalu sur le premier.

A Suivre

Publicité



EL SHARIKA EL DJAZAIRIA
EL OMANIA LIL ASMIDA

DIRECTION DE L'USINE
Département Consolidation et
Conclusion des Contrats AOA Spa

AVIS DE RESULTATS

Appel d'Offres National Ouvert Réf AOA n°12/ELEC/2023

Pour :

«La réalisation de prestation de mesure de résistance de terre»

La société El Sharika El Djazairia El Omania Lil Asmida « A.O.A Spa », porte à la connaissance de l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'Appel d'Offres National et International Ouvert N°12/ELEC/2023 paru dans le BAOSEM n° 2148 du 26/06/2023, que le Contrat est attribué à la **SARL VECTE ALGERIE** pour un montant de 235 200 DA/HT, selon le critère de choix de l'offre la plus avantageuse

La relance économique et les entreprises en difficulté

Par Brahim Lakhlef*

L'objectif fondamental est de relancer la croissance, favoriser le dynamisme des entreprises, créer des emplois et relancer la demande. La relance économique repose essentiellement sur cinq conditions incontournables et déterminantes :

- une volonté politique et le choix d'une option de relance économique
- l'existence d'un programme d'action et de projet avec des objectifs mesurables
- des moyens, notamment financiers
- des entreprises compétitives
- un climat des affaires approprié

Dans tout modèle de relance économique, l'entreprise, par son rôle prépondérant dans la réalisation des objectifs, est au centre de toutes les préoccupations.

L'entreprise est un facteur stratégique et essentiel dans l'évolution d'une économie. De ce fait, elle est un instrument inévitable pour toute politique économique d'une nation. Elle participe d'une manière déterminante à la croissance, à la création d'emplois et à la production des richesses d'un pays.

Elle est le résultat de la combinaison de plusieurs facteurs : l'activité, les moyens (notamment les ressources financières et les ressources humaines), le marché, l'organisation choisie, la stratégie retenue et le profil du dirigeant.

En effet, l'entreprise emploie une main-d'œuvre, consomme des matières premières et intermédiaires, produit, crée de la valeur ajoutée, paye ses impôts et innove. Elle est le moteur de la croissance et le principal créateur d'emplois.

C'est pour cette raison que la réussite d'un plan de relance dépend essentiellement du dynamisme, de la compétitivité des entreprises et de leur santé financière.

Le climat des affaires est très sensible aux mesures gouvernementales et peut contribuer au dynamisme des entreprises comme il peut constituer un facteur de blocage, de contre-performances et d'étouffement de toute initiative innovante.

Les interactions entre la politique économique d'un pays et l'activité des entreprises sont nombreuses et peuvent agir positivement ou négativement sur leur évolution réciproque.

C'est pourquoi, la qualité managériale d'une entreprise et la qualité de la gouvernance d'un pays sont intimement liées. La cohérence et la complémentarité entre ces deux facteurs conduisent à la concrétisation d'un double objectif :

1. l'entreprise agit dans un environnement favorable, elle produit, crée des emplois, investit et s'acquitte de ses obligations envers l'administration, notamment en matière de fiscalité. L'entreprise est rentable, elle concrétise ainsi ses objectifs d'amélioration des résultats;
2. l'économie du pays se porte bien, le chômage baisse, la croissance et le niveau de vie s'améliorent, les recettes de l'Etat augmentent, la paix sociale est assurée, le gouvernement a atteint ses objectifs les plus nobles.

Il est donc évident que la santé des entreprises est déterminante dans la réussite d'un plan de relance économique. Quelles sont les mesures nécessaires pour aider les entreprises en difficulté, corriger leur dysfonctionnement et rendre leur participation positive dans un plan de relance ?

Une entreprise en difficulté est une entreprise qui est confrontée durant son cy-

La politique de relance économique repose sur des mesures qui visent à redynamiser la production, à relancer l'investissement notamment les investissements financés sur fonds publics. Ce plan repose sur des mesures budgétaires et juridiques pour, d'une part, financer la relance économique et, d'autre part, de lever les obstacles qui bloquent l'évolution de l'activité économique.

cle d'exploitation à des contraintes, à des obstacles, à des complications de différents natures et causes, à des dysfonctionnements dans les principales fonctions. Ces difficultés peuvent, si elles ne sont pas traitées à temps, conduire vers une défaillance et remettent en cause la pérennité de l'entreprise.

Les difficultés que rencontrent les entreprises ont deux origines principales :

Les difficultés endogènes dont l'origine est principalement interne. Des insuffisances sont identifiées dans la qualité de la gestion de l'entreprise, des erreurs dans les choix stratégiques, une organisation inadaptée et coûteuse, un déficit en compétences managériales. Dans ce cas, la recherche et l'analyse des causes se font sur le plan microéconomique par fonction : stratégie, production, finances, marketing, vente, ressources humaines, traitement de l'information...

Les causes externes (exogènes) sont liées à l'environnement, au marché, aux politiques économiques du pays, à la réglementation. Ce sont des causes induites par le contexte macroéconomique.

Plusieurs définitions « d'entreprise en difficulté » privilégient l'aspect financier en assimilant une entreprise en difficulté à une entreprise ayant un déséquilibre de trésorerie. Un dysfonctionnement qui ne lui permet pas de faire face à ses engagements à court et moyen terme.

Mais cette définition, bien qu'elle décrive une situation tout à fait probable, elle demeure néanmoins, insuffisante, car il arrive souvent que les difficultés de trésorerie soient une conséquence et non la cause principale ayant conduit l'entreprise à des carences dans son fonctionnement, dans son activité, perdant ainsi sa capacité à faire face à ses obligations.

Des chercheurs en la matière nous livrent des approches qui élargissent la notion de « difficultés d'entreprise » à un ensemble de facteurs inhérents à la gestion d'une entreprise et confirment, par conséquent, que le déséquilibre en trésorerie n'est pas l'unique cause de difficulté d'une entreprise.

Les difficultés peuvent également naître d'une baisse de rentabilité, qui peut s'expliquer par diverses causes : rendement insuffisant, charges importantes, baisse d'activité, désorganisation, incompétences, erreurs dans les choix stratégiques, conflits...

En général, les difficultés aux conséquences mortelles sont liées à la trésorerie, aux clients insolvable, aux surcoûts, à un management défaillant, à un recrutement peu percutant, à une stratégie inadéquate, à un plan marketing en décalage avec la réalité, à des produits qui ne répondent pas aux normes de qualité et de prix, au peu de considération accordée à la nature des besoins du client, à un réseau de distribution défectueux...

Les entreprises algériennes se caractérisent, depuis longtemps, par une série de grandes difficultés. Nous citons, ici, les plus importantes : un management défaillant, des problèmes financiers, une faiblesse de la productivité, une absence de main-d'œuvre qualifiée, un non-respect des délais, des coûts et de la qualité, une

absence d'innovation. Comparativement aux grandes entreprises, les petites entreprises (c'est le cas, selon une enquête de l'ONS, de 95% des entreprises algériennes) n'ont pas les mêmes moyens en termes d'organisation, d'équipements, de compétences, de finances, de ressources humaines et d'outils de gestion.

Il est donc évident que la capacité à réagir des petites et moyennes entreprises face aux difficultés est limitée.

Les PME en difficulté doivent avoir la primauté dans toute politique de soutien et d'aide aux entreprises en difficulté. Dans tous les systèmes économiques, la PME est considérée comme le « moteur de la croissance ».

Pour être rentable et dégager un résultat, il y a des conditions qui viennent s'ajouter à un plan marketing performant (sur les plans prix, produit, distribution et communication), la maîtrise des coûts, la réduction des frais généraux, le suivi des salaires, le choix d'un personnel qualifié, toutes ces conditions jouent un rôle dans la réussite de l'entreprise et contribuent par conséquent à améliorer ou à réduire la rentabilité.

Les causes peuvent trouver leur origine dans les choix stratégiques, dans le mode de gestion ou dans le modèle d'organisation, dans la gestion financière et des ressources d'une manière générale (ressources humaines, moyens de production, stocks), ou dans la nature des équipements et des techniques utilisées, dans la situation économique et sociale, dans les caractéristiques du marché (forte agressivité de la concurrence, nouveaux produits, produits de substitution...).

C'est pour toutes ces raisons qu'un plan de sortie de crise comportant des mesures correctives est nécessaire. La réussite de ce plan est conditionnée par un soutien de l'Etat.

La confection d'un plan de sortie de crise est urgente et incontournable. Le but est de redresser l'activité, de rendre l'entreprise compétitive, de doter l'entreprise d'une trésorerie suffisante pour préserver sa rentabilité et ses résultats. Ces mesures nécessitent donc une réadaptation de l'entreprise à son environnement, à son marché, à son activité, une réaffectation des moyens selon les objectifs ciblés.

Pour arrêter un plan de sortie de crise, les dirigeants d'entreprise doivent suivre une démarche cohérente comprenant quatre aspects : un diagnostic, la définition d'une stratégie de sortie de crise, la définition d'objectifs stratégiques et d'objectifs opérationnels, l'élaboration d'un tableau de bord comprenant des indicateurs pour pouvoir suivre la concrétisation des objectifs, évaluer les résultats et tirer les enseignements nécessaires.

- Le diagnostic concernera la structure financière de l'entreprise, la fonction commerciale, la production et les moyens utilisés, les ressources humaines. Un diagnostic de l'organisation est également utile et peut contribuer à expliquer les contre-performances de l'entreprise.
- La définition d'une stratégie est primordiale dans tout plan de sortie de crise. Une fois les difficultés identifiées, les causes déterminées avec précision,

les dirigeants doivent décider des mesures à prendre à tous les niveaux de l'organisation pour corriger les dysfonctionnements constatés et faire éviter à l'entreprise d'autres contraintes. Les options retenues dépendent des données internes à l'entreprise (ses forces, ses faiblesses) et des données externes liées aux caractéristiques du marché et aux contraintes et opportunités offertes par l'environnement.

- La définition des objectifs stratégiques repose sur la vision à moyen et long terme retenue par les dirigeants d'entreprise.

- La définition des objectifs opérationnels. Les objectifs stratégiques sont déclinés en objectifs opérationnels par fonction et degré de responsabilité en tenant compte des caractéristiques du marché, de la satisfaction du client, de la qualité du produit.

- La confection d'un tableau de bord avec des indicateurs qui permettent un suivi rigoureux et une évaluation objective et réelle.

La concrétisation de ces objectifs est conditionnée par une maîtrise des coûts, des délais de livraison, de transformation, la réduction, voire la disparition du gaspillage des ressources, une bonne gestion des aspects financiers et posséder une organisation assez flexible apte à s'adapter aux différentes contraintes et évolutions.

Le dirigeant d'entreprise est en permanence en situation d'apprentissage, car la vie de l'entreprise, la nature du marché, l'évolution des besoins du client, le progrès technique, la gestion et la motivation du personnel... Tous ces facteurs exigent d'un dirigeant d'être attentif, d'apprendre et de réunir les outils qui lui facilitent l'analyse et la compréhension des faits et des événements et de pouvoir réagir et s'adapter rapidement.

La performance d'une entreprise ne s'acquiert pas par hasard. Elle est le résultat d'une organisation performante, d'une direction compétente, capable d'anticiper, d'innover, de réagir rapidement, d'évaluer et d'améliorer constamment ses résultats. L'entreprise performante est le produit d'une stratégie mûrement réfléchie, de la présence d'un personnel qualifié, d'un savoir-faire et d'un savoir-agir. La persévérance dans cette option de performance renforcera inévitablement la pérennité de l'entreprise.

Une entreprise pérenne est une entreprise qui réussit, grâce à une gestion remarquable à être présente sur le marché, à préserver sa rentabilité et sa part de marché, voire à les améliorer en permanence, solvable et contrôlant ses coûts. Son avantage concurrentiel lui permet d'être compétitive.

Dans une entreprise compétitive et rentable, le choix des compétences et la gestion des ressources humaines et leur développement sont des facteurs incontournables sur lesquels la direction s'appuie pour concrétiser ses options stratégiques.

*Auteur de trois ouvrages relatifs à la gestion des entreprises : 1) La gestion d'une entreprise en difficulté (les éditions El-Djazairia 2017), 2) Plan d'urgence pour une entreprise en difficulté 2021 3) Le tableau de bord d'entreprise, les éditions Baghdadadi, 2018.

Manœuvres, pressions et enjeux sans la résistance !



Par Mustapha Aggoun

Nous devons examiner les raisons de la deuxième Intifada et comment les sacrifices du peuple palestinien ont été contournés lors du Sommet arabe de Beyrouth en 2002, où certains ont signé et normalisé avec Israël avant de parvenir à une solution pacifique à la question palestinienne. Le Président Yasser Arafat est revenu de Camp David sans acquis réels, après avoir refusé de céder Jérusalem sans pouvoir imposer le droit au retour des réfugiés, le poussant à soutenir l'Intifadha d'Al-Aqsa suite à la visite provocatrice d'Ariel Sharon à la mosquée Al-Aqsa.

Pendant l'Intifadha, l'entité sioniste a ciblé le peuple palestinien par le biais de meurtres, d'arrestations, de destructions et d'assassinats. La barbarie a également touché les institutions du gouvernement en détruisant l'infrastructure de l'Autorité palestinienne. Initialement, l'Intifadha d'Al-Aqsa a reçu un soutien non déclaré ouvertement du Président Arafat, finançant même l'action armée en raison de sa conviction que les problèmes avec l'occupant ne pouvaient être résolus que par la résistance armée. Il s'est également allié avec le Hamas et d'autres factions, ouvrant la voie à la résistance de toutes les factions.

Le Président Arafat a été victime d'un complot double lors du Sommet de Camp David par Bill Clinton et le sioniste Ehud Barak. Le but du sommet était de faire pression sur le Président Arafat pour accepter les termes et conditions de l'occupant définis à l'avance par Barak, mais le Président Arafat n'a pas reculé sur sa position concernant la souveraineté sur Jérusalem.

L'échec des négociations israélo-palestiniennes en raison du refus du Président Arafat de céder Jérusalem a entraîné un changement de la politique américaine, européenne et arabe à son égard. Arafat a été assiégé, réalisant que le médiateur américain pour la paix n'était pas neutre et que le sommet n'était qu'un complot. Il a été assuré qu'il était correct de rejeter les propositions des sionistes, d'autant plus que des manifestations massives de soutien ont éclaté, exprimant le plus grand soutien populaire en sa faveur.

Après l'échec du Sommet, les États-Unis et l'Europe ont rompu leurs liens avec le Président Arafat et l'Autorité, imposant un siège économique. Clinton a également lancé un avertissement sévère au président, indiquant que Washington réévaluerait ses relations bilatérales avec l'Autorité. Plusieurs pays arabes ont également exercé des pressions sur l'Autorité et son président. Pendant le siège à Ramallah le Président Arafat n'a reçu que peu d'appels au cours de quatre années d'isolement. Les pays arabes ont défini leur position sur les questions soulevées pour résoudre la question palestinienne lors du Sommet arabe qui s'est tenu à Beyrouth le 27 mars 2002, en réponse à l'escalade militaire sioniste initiée par le sanguinaire Ariel Sharon contre le peuple palestinien. Le Président Arafat était absent en raison du blocus sioniste et les Arabes ne lui ont pas permis de prononcer son discours au sommet depuis son bureau à Ramallah comme prévu, indiquant que la majorité des dirigeants arabes étaient d'accord avec la punition du président pour sa position à Camp David. Les politiques américaine et israélienne ont réussi à déplacer la résolution du conflit du contexte palestinien vers le monde arabe, avec une augmentation du rythme de normalisation par les pays arabes avec l'entité sioniste.

Cela a conduit à l'acceptation d'Israël dans son environnement arabe avant la résolution du conflit israélo-palestinien, ce qui signifie la marginalisation de la question palestinienne. Sous la présidence de Donald Trump, la position officielle de certains régimes arabes confirme leurs soutien ou du moins la non-opposition à sa décision de reconnaître Jérusalem comme la capitale de l'État d'occupation et de déplacer l'ambassade américaine vers cette ville. Ils estiment que leurs relations avec Israël sont plus importantes que les sanctuaires islamiques et la question palestinienne. La réunion des chefs des pays arabes et islamiques à Istanbul n'a abouti à aucune décision officielle confirmant le rejet de ces pays du choix de Trump. Il faut souligner que les relations avec le régime sioniste et les États-Unis n'ont pas été rompues, leurs ambassadeurs n'ont pas été rappelés, et il n'y a eu aucune expulsion des ambassadeurs israéliens et américains de ces pays.

De plus, certaines nations arabes ont été complies de cette décision, cherchant à entraver toute action contre cette décision. Certains pays ont normalisé leurs relations avec l'occupant de la même manière et avec les mêmes outils qu'auparavant,



mais avec un soutien accru à l'entité sioniste et un silence complice aux hostilités claires des États-Unis envers le peuple palestinien. La politique de l'administration américaine consiste à liquider la question en reconnaissant le droit d'Israël sur Jérusalem, la considérant comme la capitale d'Israël, et à contraindre les pays arabes à normaliser avant d'atteindre une paix israélo-palestinienne. Cela se manifeste dans la politique de l'ancienne autant que la nouvelle administration américaine.

L'opération « Déluge d'EL-AQSA » a mis à nu l'idéologie fasciste de l'occupation et embarrassé les normalisateurs. La tournée du Secrétaire d'État américain, Antony Blinken, au Moyen-Orient, qui a commencé par une visite en Turquie, puis en Jordanie, au Qatar, aux Émirats arabes unis, en Arabie saoudite, en Égypte exprime clairement la panique américaine et la tentation de réduire les acquis de la résistance palestinienne.

Blinken a déclaré : « Partout où je suis allé, j'ai trouvé des dirigeants déterminés à éviter l'élargissement du conflit », soulignant que les dirigeants de la Turquie, de la Jordanie, du Qatar, des Émirats arabes unis et de l'Arabie saoudite ont convenu de travailler sur des efforts pour aider Gaza à stabiliser et à se remettre, en traçant une voie politique future. « Les dirigeants de ces pays sont prêts à prendre les engagements nécessaires pour prendre des décisions difficiles et atteindre tous ces objectifs », a-t-il ajouté, présentant les engagements arabes à Netanyahu et à son cabinet de guerre, ainsi qu'au président palestinien et au président égyptien. Le but est d'étouffer les voix de la résistance, de marginaliser leurs leaders et de préparer une nouvelle Gaza dont l'administration conviendra aux exigences des partisans du sionisme.

Il est clair et même déclaré que certains pays arabes travaillent à marginaliser la résilience de la résistance du peuple Palestinien, en collaboration avec l'administration américaine représentée par Blinken. Depuis le 7 octobre à ce jour, Blinken a effectué cinq visites dans la région, exprimant un soutien total et manifeste à l'entité sioniste. Lors de sa visite des territoires occupés le 12 octobre 2024, il a déclaré que le Congrès travaille pour s'assurer que les besoins croissants d'Israël en matière de défense sont satisfaits, soulignant qu'il n'est pas venu en Israël uniquement en tant que ministre des Affaires étrangères, mais en tant que Juif. Lors de sa visite de solidarité en Israël juste après le déclenchement de l'opération « Déluge d'Al-Aqsa », il a affirmé que sa visite envoyait le message qu'ils

seraient toujours aux côtés des Israéliens, n'ayant pas à se défendre seuls, selon ses dires.

À niveau arabe, le 11 novembre 2023, un Sommet d'urgence arabe a été organisé pour mettre fin à l'agression contre le peuple palestinien. Hélas... L'agression s'est poursuivie davantage et avec plus d'acharnement aveugle et se poursuit jusqu'à ce jour. La réunion des pays arabes n'a fait qu'encourager les partisans du sionisme à perpétuer et intensifier les massacres. Pour la première fois depuis le début de la guerre, une réunion jordanéo-égypto-palestinienne a eu lieu après environ deux mois de la réunion arabe. Elle vise à intensifier les efforts pour sauver les habitants de Gaza, à mettre fin aux hostilités et à acheminer l'aide humanitaire. Le Sommet a confirmé la nécessité d'acheminer les aides, ces mêmes pays parlaient comme si le passage de Rafah n'était pas sous la souveraineté égyptienne ! Mais ils le demandaient à l'entité sioniste. Le 10 janvier 2024, le Secrétaire d'État américain Blinken a demandé au Président Abbas de mettre en œuvre des réformes gouvernementales. Abbas a son tour a demandé à Blinken de faire pression pour la libération des fonds fiscaux palestiniens. L'échange de telles demandes au moment où le génocide se poursuit exprime une insulte au peuple palestinien et à sa résistance. Blinken a proposé un plan avec l'approbation de la Turquie, de la Jordanie, de l'Arabie saoudite, du Qatar et des Émirats pour réaliser les demandes sionistes. Il vise à imposer ces demandes à Abbas et à l'Égypte, en amenant des forces multinationales islamiques et arabes, dirigées par l'armée turque, dans la bande de Gaza, formant un gouvernement palestinien indépendant, reconstruisant Gaza avec le soutien des pays du Golfe, et réalisant un échange de prisonniers en échange d'un accord de normalisation entre Netanyahu et l'Arabie saoudite. Si ce plan américain est mis en œuvre, l'état sioniste atteindra tous ses objectifs, avec les forces multinationales visant à contenir la résistance et à assurer la sécurité des occupants.

Se basant sur le fait que certains pays arabes ont normalisé leurs relations avec l'entité sioniste, il y aura probablement un futur sommet arabe ou une réunion visant à contrecarrer et contenir la victoire palestinienne. Le progrès de l'Afrique du Sud dans la poursuite contre Israël, les 11 et 12 janvier 2024, sans aucune avancée similaire de la part des États arabes, illustre la faiblesse de la position arabe sur la question palestinienne. Ce que je redoute, c'est l'action américano-arabe post-tribunal, qui cherche

de nouvelles tentatives pour retirer les avantages des mains du peuple palestinien, à travers la ruse par les solutions proposées, en tête desquelles se trouve l'État dans le concept américain.

C'est ce que confirme la déclaration du Secrétaire général du Comité central du Fatah, Jibril Rajoub, dans une interview exclusive avec Al-Arabi, le 11 janvier 2024, affirmant que « certains acteurs régionaux refusent l'émergence d'un État palestinien, et personne ne pourra nous imposer quoi que ce soit », confirmant ainsi ce que j'ai avancé sur le fait que de nombreux pays arabes travaillent à ne pas récolter les fruits des énormes sacrifices du peuple palestinien, dans l'optique de ne pas entrer en conflit avec les États-Unis et l'entité sioniste.

En fin de compte, le régime sioniste et les États-Unis ont voulu que le Président Arafat mette fin au conflit israélo-palestinien en abandonnant les questions reportées lors des Accords d'Oslo (Jérusalem, les réfugiés, les frontières et la souveraineté). Après le refus du président de s'y soumettre à Camp David, il a été éliminé. La deuxième conférence de Camp David, la deuxième Intifada, le martyre du Président Arafat, l'accord du siècle, la question des prisonniers, la bataille du Dôme du Rocher, toutes ces occurrences sont interconnectées et imbriquées comme les maillons d'une chaîne qu'on ne peut pas séparer les uns des autres, chacune étant le résultat de ce qui l'a précédée.

Quant à la position américaine, elle est la même que la position sioniste sur toutes les questions centrales litigieuses. La position américaine découle de la pression exercée sur les Palestiniens pour accepter ce que propose Israël.

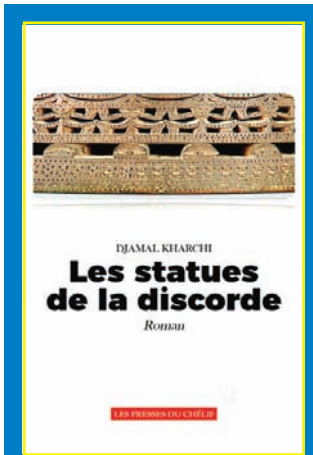
Cela a été exprimé par Clinton et incarné par Donald Trump, en accordant Jérusalem à Israël, en déplaçant l'ambassade américaine à Jérusalem, en ciblant la question des réfugiés et d'autres questions cruciales.

Le soutien illimité et la participation à la guerre d'anéantissement dans la bande de Gaza par le Président Joe Biden confirment que la position américaine est aussi celle des sionistes.

La Cour internationale de Justice (CIJ) qui est dépourvue de moyens coercitifs pour faire respecter ses décisions a demandé à l'entité sioniste de prendre « des mesures immédiates » visant à faciliter la fourniture « d'une assistance humanitaire nécessaire de manière urgente » dans la bande de Gaza, sans toutefois formuler un appel à un cessez-le-feu... Nous sommes loin du bout du tunnel.

Médiatic

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



**LES STATUES
DE LA DISCORDE.**
Roman de Djamel
Kharchi. Les Presses
du Chélif, Chlef 2013,
201 pages, 1000 dinars

Découverte accidentelle d'un site archéologique alors qu'on creusait les fondations d'une nouvelle école dans une nouvelle cité... Mise au jour de statues aussi surprenantes les unes que les autres... dignes des plus grandes découvertes, pouvant même être comparées à la fameuse découverte de la chambre funéraire de Toutankhamon. Peut-être même la plus grande découverte archéologique de tous les temps ?

C'est aussi la découverte de l'amour... un « coup de foudre » lors d'une rencontre ; celle de

DANS LES SOUS-SOLS DE L'HISTOIRE

l'ingénieur chargé entre autres du suivi de la construction de l'école... avec Safia une ravissante archéologue passionnée, chargée de diriger les nouvelles fouilles.

Le chantier de l'école est mis provisoirement à l'arrêt... et les archéologues vont aller de surprise en surprise, au fur et à mesure que l'on s'enfonce sous terre et que l'on explore de bien mystérieuses et assez nombreuses galeries... Et, pour pimenter l'histoire, on a des manifestations (à la limite de la violence) de citoyens se disant pressés d'avoir leur nouvelle école mais menés, hélas, par des radicaux religieux, superstitieux, intolérants et fanatisés qui refusent que des statues (multi-millénaires) soient remontées à la surface. Pour eux, elles devraient, selon eux, être détruites.

Heureusement, tout finira bien... avec un site archéologique protégé, des pièces multi-millénaires sauvées, une école nouvelle qui va se construire juste à côté... et un nouveau couple d'amoureux.

L'Auteur : Né le 13 décembre 1950 à Hussein-dey (Alger), ancien haut fonctionnaire, docteur en Droit, Djamel Kharchi a publié : « Poésie à ciel ouvert » (Enal) ; « Colonisation et politique d'assimilation en Algérie » (Casbah-Éditions) ; « La fureur de ressusciter », (Enag) ; « Le rêve en héritage » (Casbah-Éditions) ; « Poésie au long cours » (Casbah-Éditions)...

Extraits : « Si je devais résumer le métier d'archéologue à un geste, ce serait celui-là : remuer des quantités de terre sous un regard fixe à

voir dictatorial ne disant pas son nom (les années 2000 !).

Un pouvoir qui n'a pas seulement détérioré les relations au sommet, mais qui a, aussi, perverti les relations sociales et économiques. Ainsi, des portraits assez (trop ?) sévères de certaines corporations sont dressés, comme celle de la presse... « Tous des corrompus » qui passent leur temps à « faire des éloges dithyrambiques de la politique juste et réfléchie » (pp 116-117), comme celle des politiciens, bien sûr, la politique n'étant « que malices, fourberies, ruses et coups tordus » (p 119), comme... N'échappe au couperet que celle des artistes... et encore !

L'Auteure : Née en août 1954 à Bouaïnani (et épouse de l'écrivain Amin Zaoui). Études primaires au Maroc, secondaires à Oran, universitaires à Oran (littérature arabe) Magister et Doctorat d'État à Damas. Enseignante universitaire. Poétesse, romancière et traductrice, auteure de plusieurs œuvres... et Prix de la Création littéraire arabe pour l'ensemble de son œuvre (Abu Dhabi, 2002).

Extraits : « Il plaît à mon cœur de penser que les artistes auront beau être honnêtes, ils ne pourront être justes et n'échapperont aux corruptions qui ravagent leurs nations et peuples qu'à travers leur art, quand bien même, ils auront fait preuve d'abnégation » (p99), « Les gens ne savent rien de ce qui se passe dans les arcanes de la politique. Rien du tout ! Pas la mesure d'un atome de la vérité » (p115), « A-t-il oublié son amère vérité ? Il peut poser sa main sur les cous des gens, sur les élections, la constitution et les lois. Il peut rire dans sa barbe, scander des discours, mentir, faire peur et faire

l'affût de la découverte » (p 31), « Découvrir des lieux chargés d'histoire, s'introduire dans leurs secrets, mettre en lumière les temps anciens à travers les âges et les époques, en conserver les vestiges (...) ».

Quelle autre discipline serait en mesure d'un tel pouvoir ? » (p 43), « L'homme était tout là. Un illuminé mû par un zèle fanatique, malgré ses airs de théologien réfléchi qu'il tentait de se donner, afin d'offrir l'image la plus avantageuse de sa personne. Finalement, il appartenait à la pire espèce d'hommes, eux qui cachent toutes les haines du monde sous des attitudes humbles et soumises » (p 163), « La destruction de vestiges historiques, au prétexte que ce sont des réminiscences de l'idolâtrie, n'a rien à voir avec l'Islam réel... ceux qui veulent anéantir notre histoire, au nom de la Religion, s'attaquent à l'Islam dans ses fondements et ses vérités premières » (p 165).

Avis Pour un ancien haut-fonctionnaire, l'écriture ne manque pas d'étonner, le style n'ayant rien à voir avec celui bureaucratique et/ou administratif, mais bel et bien avec celui d'un romancier confirmé. De plus, on a une histoire d'amour racontée avec pudeur et... vérité. À l'algérienne !

Citations : « Il ne suffit pas de détruire une cité, si grande fût-elle, pour détruire un peuple » (p 2), « Les journalistes peuvent être les meilleurs des amis et les pires des ennemis » (p97), « Chaque jour qui passe prend et donne. Ce qui manque appartient à demain » (p 147),

trembler les gens, mais dans le lit... il n'y a pas de place à la falsification, ni la tricherie » (p 127)

Avis Un roman assez déroulant avec sa valse de personnages presque irréels et pourtant assez réalistes dans leurs propos et agissements et comportements. Une écriture qui n'arrive pas à se dégager du style poétique... agréable au demeurant... encore plus si tout en lisant en français, on pense en arabe.

Citations : « Personne ne peut porter le poids de sa poitrine à lui tout seul » (p 50), « La femme est la raison de l'homme... Il est impossible de jouer sur deux instruments en même temps avec justesse » (p57), « Quelqu'un qui insiste pour rester longtemps au pouvoir, finit forcément dictateur... Oui, dictateur et demi et trois-quarts... le pouvoir est délicieux » (p115), « Il n'y a pas pire que l'amour de l'argent dans un pays au peuple nécessaire » (p118), « La conscience ? Elle s'évapore juste après le frottement des fesses avec le cuir des sièges du pouvoir » (p119), « Le jeune loup a des canines pour se défendre, mais le vieux renard possède de la ruse pour ne pas tomber dans le piège » (p203), « Dans notre société, malheur au faible et à celui qui hésite et qui consulte son cœur avant d'attaquer. Il se retrouvera pris dans un filet à la merci des crocs de la bête sauvage. C'est le règne de la loi de la jungle où tout est permis » (pp 213-214), « A la menace d'un homme, tu peux dormir tranquille mais à celle d'une femme, éveillé, tu passeras la nuit » (p233), « Les corps sont comme des maisons ; il faut les entretenir, sinon elles s'effondrent » (p313), « L'obéissance est ma liberté, et mon art l'insoumission » (p329)

PS : « Rendez-vous à Jérusalem » (Mouw'ad fil qods). Roman de Salah Chekirou (paru en arabe). Editions Dar El Qobia (Alger) en 2017. 457 pages, 1.200 dinars. L'histoire d'un jeune Palestinien en exil, chassé de son pays à l'âge de 13 ans, qui décide, devenu adulte (sexagénaire) d'y revenir pour tourner un film... L'histoire aussi d'une Palestinienne continuellement assassinée mais qui, par ses luttes et sa résistance, continuellement renaît. Un ouvrage distingué en Palestine en juillet 2022

Droits de l'homme, version US



Par Mustapha Aggoun

Depuis l'effondrement de l'Union soviétique en 1991 et leur montée au sommet de la hiérarchie du système international unipolaire, les États-Unis cherchent à se présenter comme le leader mondial en matière de démocratie, de soutien aux droits de l'homme et de promotion de ces principes et valeurs, en particulier dans le monde arabe.

En revanche, la propagande américaine est confrontée à une croyance profondément enracinée parmi les Arabes et les peuples des pays du tiers monde selon laquelle les politiques américaines sont injustes à leur égard et partiales envers leurs alliés, en plus des élites au pouvoir dans leurs pays soumises aux dictats et conditions américains.

Alors que les administrations américaines, malgré leurs différences de méthodes, appellent au respect de la démocratie et des droits de l'homme dans le monde, les minorités non blanches dans la société américaine continuent de souffrir de discriminations raciales sévères, résultant du racisme systémique américain.

L'incident de la mort de George Floyd en 2020 n'est qu'un épisode de la série continue de racisme, de discrimination et d'inégalités auxquelles sont confrontés les Afro-Américains et les autres groupes ethniques. La création du mouvement « Black Lives Matter » qui veut dire littéralement « la vie des Noirs compte » en 2013 n'était qu'une réponse à l'aggravation de l'injustice raciale, de la brutalité policière et des violations des droits de l'homme aux États-Unis.

Les recherches les plus récentes aux États-Unis montrent que même les enfants de moins de trois ans remarquent et commentent les différences de couleur de peau. Cela s'ajoute à la réalité persistante de la production de nombreux films hollywoodiens, livres et romans américains au XXIe siècle, traitant des questions de discrimination raciale aux États-Unis.

L'administration américaine pratique la double norme, justifiant que les domaines de gouvernance ne sont pas uniformes et peuvent nécessiter des normes différentes. Cela est critiqué moralement, surtout lorsque certains accusent leur gouvernement de ne pas suivre les mêmes normes en matière de respect des droits de l'homme en Russie et en Israël.

Étant donné que la Russie est l'adversaire principal des États-Unis sur la scène politique internationale et Israël est l'un de ses alliés les plus importants, l'administration américaine lance des attaques sévères contre la Russie, prétendant en raison de violations des droits de l'homme en Ukraine. En même temps, elle ne critique pas les violations continues d'Israël, ses politiques racistes et sa brutalité envers le peuple palestinien et son territoire, mais les encourage et les approuve.

Ce que l'administration américaine a fait le 20 mai 2022 en retirant l'organisation sioniste Kach, célèbre pour son massacre à la mosquée d'Ibrahim à Hébron en 1994, de la « liste du terrorisme » américaine, est une autre preuve de son hypocrisie politique et de sa double norme en matière d'humanité et de justice.

La sélectivité ici diffère de la double norme. Si les États-Unis justifient la double norme par des impératifs de politique pratique, bien que moralement répréhensible, la sélectivité manque de justification pratique, en plus de tout fondement humain et moral.

Giorgio Agamben dit : « Ce n'est pas l'exception qui est tirée de la règle, mais la règle qui crée l'exception en la suspendant, et c'est la seule manière dont elle s'affirme comme règle, en maintenant une relation constante entre elle et l'exception... ». Cela explique parfaitement comment les États-Unis utilisent la loi pour enfreindre la loi, comme ils l'ont fait en adoptant la loi militaire en 2001 en réponse aux attentats du 11 septembre 2001, qui autorise l'arrestation d'étrangers soupçonnés d'activités « terroristes » indéfiniment.

Cela peut également s'appliquer à la manière dont les prisonniers sont traités,

où les politiciens américains et israéliens émettent des lois tentant de simuler les normes et les pactes des droits de l'homme, tandis que leurs responsables de la sécurité créent une situation d'« exception » au sens donné par Agamben, c'est-à-dire une situation visant à exclure les indésirables considérés comme une catégorie « pouvant être dangereuse », de sorte que l'état d'exception est la loi avec laquelle les politiques américaines et israéliennes sont alignées.

La ratification par le Congrès américain de la loi « Taylor Force » en 2018, qui lie le transfert d'aide à l'Autorité palestinienne à la suspension des allocations aux familles des prisonniers palestiniens, s'inscrit dans le cadre de la législation exceptionnelle visant à servir l'objectif sioniste de classer les prisonniers palestiniens comme une catégorie spéciale en dehors de la catégorie des prisonniers de guerre.

Juridiquement, cette loi américaine est considérée comme contraire aux lois et accords internationaux. L'article 98 de la Quatrième Convention de Genève de 1949 stipule que « l'État détenteur doit ouvrir un compte régulier pour chaque personne détenue, dans lequel seront déposées les allocations, les salaires perçus, ainsi que les montants qui lui sont envoyés. De plus, les détenus ont le droit de recevoir des aides de l'État dont ils sont ressortissants, des États protecteurs, de toute organisation les soutenant, ou de leurs familles. »

Cela conduit à une conclusion implicite selon laquelle les États-Unis n'acceptent pas les accords internationaux comme norme pour la relation juridique entre l'autorité d'occupation israélienne et les prisonniers palestiniens. L'acceptation par les États-Unis des normes internationales dans la libération des prisonniers palestiniens par le biais d'échanges entre les parties belligérantes conformément au droit international confirme l'adoption par les États-Unis d'une approche sélective dans le traitement du droit international.

Le diplomate américain John Brady Kiesling a exprimé l'approche sélective de son gouvernement en déclarant : « Nous critiquons l'ordre international que nous avons construit avec tant d'efforts et d'argent, qui est un tissu de lois, de traités, d'organisations et de valeurs communes qui restreignent nos adversaires de manière plus efficace que la capacité de l'Amérique à défendre ses intérêts. »

L'examen des politiques intérieures et extérieures américaines, ainsi que le suivi des modèles de comportement officiel américain au cours des dernières décennies, révèlent l'enracinement des doubles standards dans la politique américaine et la sélectivité dans le traitement du droit international. Cela semble devenir l'un des outils stratégiques de la sécurité nationale américaine utilisés par les États-Unis pour tailler les griffes de leurs adversaires et de leurs alliés.

Bien que les doubles standards et cette sélectivité américaine aient eu un impact désastreux sur la vie du monde arabe en raison de la fragmentation et de la faiblesse du système politique arabe, il en va autrement pour des puissances émergentes telles que la Chine et la Russie. L'utilisation des mêmes outils avec ces puissances aura des conséquences négatives inévitables, et persévérer dans cette approche pourrait amener les États-Unis à suivre des politiques catastrophiques qui finiront par leur nuire.

Dans ce contexte, il est raisonnable, dans les circonstances actuelles, que les décideurs dans les pays arabes, les pays du tiers monde, et le monde libre, exploitent cet environnement pour prendre des mesures conjointes dans les domaines médiatique, juridique, populaire, des droits de l'homme, diplomatique, et autres, jetant les bases d'une nouvelle phase de travail international commun, confrontant les puissances qui pratiquent la sélectivité et les doubles standards. Ceci vise à saper les fondements du droit international et humanitaire pour leurs propres intérêts, tout cela sous la devise « le droit international est indivisible ».

Organisation nationale des transporteurs algériens (ONTA) Des propositions pour assainir les dettes fiscales

K. Assia

Les transporteurs entre chauffeurs de taxis, transporteurs de marchandises et exploitants des transports en commune affiliés au bureau local de l'Organisation nationale des transporteurs algériens (ONTA) veulent assainir leur situation fiscale. Lors d'une réunion tenue dans l'après-midi de mardi au siège de la Direction régionale des impôts et regroupant M. Baghdad, président du bureau régional de l'ONTA et les cadres de l'administration fiscale, le porte-parole de l'organisation a fait part de la volonté de la corporation à s'acquitter de ses dus fiscaux. Une mesure qui leur permettra une fois le problème réglé de recourir au crédit véhicule et toute autre formule allant dans la réorganisation du transport et l'amélioration du

transport, a indiqué hier M. Baghdad, président du bureau régional de l'ONTA. Une décision saluée par les cadres des impôts qui, à leur tour, n'ont pas hésité à expliciter tous les mécanismes mis en place pour être à l'écoute des contribuables.

Ils proposent, à ce titre, à l'organisation de faire des suggestions pour chaque secteur d'activité entre chauffeurs de taxis, transport de marchandises et transport en commun. Ces propositions concernant la régularisation fiscale seront étudiées au cas par cas et seront traitées soit au niveau local, soit au niveau central en fonction de la problématique posée, apprend-on. Dans ce registre, l'ONTA par le biais de son président a demandé l'exonération des dettes fiscales de la période allant de 1992 jusqu'à 2003. Du côté de la Direction régionale des

impôts, un calendrier de paiement échelonné sur cinq ans leur sera mis en place afin de permettre aux retardataires de s'acquitter de leurs dus avec exonération des pénalités de retard. Outre cette mesure de facilitation, l'administration met également en place un guichet spécial pour accueillir la corporation et garantir le bon déroulement de toute l'opération.

Dans cet ordre d'idées et tout en saluant ces dispositions de facilitation mises en place par l'administration fiscale, M. Baghdad a précisé, hier, que des campagnes de sensibilisation vont être lancées au profit de la corporation et des propositions seront faites et remises aux cadres des impôts pour régler de manière définitive ce problème de dettes fiscales, une des préoccupations majeures de tous les transporteurs.

Accession à la propriété foncière agricole Une réunion pour assainir et régulariser les dossiers en suspens

J. Boukraa

Dans le cadre des directives émises par le président de la République lors du Conseil ministériel du 10 décembre 2023, visant à assainir et régulariser les dossiers en suspens liés à l'accession à la propriété foncière agricole (APFA), une séance de travail a eu lieu avant-hier à la wilaya d'Oran sous la supervision du secrétaire général de la wilaya. Au cours de la réunion, les membres de la commission de wilaya ont fait une présentation complète de la situation actuelle, y compris les dossiers recensés, annulés, ceux répondant aux

conditions d'annulation des contrats, ainsi que les contrats et dossiers non étudiés. Les services du domaine de l'Etat à l'Est et à l'Ouest ont été sollicités pour fournir un bilan du nombre de contrats émis, mentionnant la superficie respective pour chaque bénéficiaire des contrats de propriété initiaux et définitifs (conditions d'annulation levées). Il a été décidé de maintenir l'activation des commissions au niveau des circonscriptions pour poursuivre le processus en coordination avec la direction des services agricoles, afin de finaliser les procédures de régularisation à tous les niveaux. Cette

réunion qui a vu la participation des chefs de circonscription concernés, la directrice des services agricoles, la directrice de l'office des terres agricoles, ainsi que les directeurs des domaines de l'Etat à l'Est et à l'Ouest, les directeurs de la cartographie et de la conservation foncière à l'Est et à l'Ouest, ainsi qu'une représentante de la direction de l'hydraulique, marque une étape importante dans la mise en œuvre des recommandations présidentielles et souligne l'engagement continu des autorités locales à résoudre les problèmes liés à la propriété foncière agricole dans la région.

Jumelage entre Oran 2 et l'Université Atatürk Le projet de la création d'un département de la langue turque en bonne voie

Sofiane M.

Une convention de jumelage entre l'Université Oran 2 Mohamed Ben Ahmed et l'université turque d'Atatürk, située dans la ville d'Erzurum en Anatolie orientale, a été paraphée mardi par les deux recteurs de ces deux établissements universitaires pour faciliter « l'échange d'enseignants, d'étudiants et de personnel administratif, la création de groupes de recherche en commun, la création de parcours de formation en double diplomation, ainsi que la participation à des projets de coopération internationale dans le cadre du programme Erasmus+ », a-t-on appris de sources autorisées.

Les deux recteurs ont aussi discuté le projet en cours création d'un département de langue turque à la Faculté des langues étrangères qui est en voie de finalisation. « Ces initiatives visent à renforcer les liens académiques et culturels entre les deux institutions et à promouvoir l'excellence dans l'enseignement supérieur », précisent les mêmes sources. La convention a été signée au siège du rectorat de l'Université d'Oran

2 Mohamed Ben Ahmed par le recteur de cet établissement universitaire le Professeur Ahmed Chaalal et le Professeur Omer Comakli, recteur de l'Université d'Atatürk, qui était accompagné de son staff administratif à savoir le Professeur Dr Ta_k1n Öztas, responsable du Bureau des affaires internationales, Prof Ali Çalar Güllüce, vice-coordonateur du Bureau des affaires internationales, et P1nar Uçak, responsable du programme Erasmus+. Cette rencontre s'est déroulée en présence également du vice-recteur des relations extérieures, Amani Ismail, de Mme Mekakia Mehdi Mokhtaria, vice-recteur de la pédagogie, de M. Salhi Tarik, vice-recteur de la planification, de la doyenne de la Faculté des langues étrangères, Mme Hamidou Nabila, du doyen de la Faculté de droit et des sciences politiques, M. Haddad Mohamed ainsi que de la responsable du Centre intensif des langues, Mme Fali Afaa accompagnée d'enseignantes de langue turque. Il faut noter que la langue turque fait l'objet d'un intérêt croissant de la part des jeunes et moins jeunes. La Turquie a réussi en quelques

années à devenir un partenaire économique incontournable de l'Algérie. Les investissements turcs dépassent un milliard de dollars et plus de 400 entreprises turques exerçant en agroalimentaire, industries, bâtiment et travaux publics sont installées dans notre pays et essentiellement en Oranie. De plus en plus de jeunes souhaitent désormais apprendre la langue turque pour diverses motivations économiques, culturelles et historiques. Nombreux étudiants aspirent à bénéficier de bourses pour poursuivre leurs études en Turquie. Nos jeunes étudiants et surtout étudiantes sont influencés par le succès des séries télévisées turques qui véhiculent une image positive de ce pays émergent. A Oran, l'influence turque est perceptible à travers la forte présence des petits restaurants et autres commerces turcs. Les entrepreneurs turcs sont présents partout et dans de nombreux secteurs d'activité. Le plus grand investissement turc en Algérie, à savoir le complexe d'aciérie de Tosyali, se trouve d'ailleurs à Oran. Les capacités de production de ce complexe ne cessent de progresser d'année en année.

Santé, éducation, administration, jeunesse et sports Des projets multisectoriels au profit de la commune de Bethioua

La commune de Bethioua (Oran) vient de bénéficier d'une série de projets concernant les secteurs de la santé, l'éducation, l'administration, ainsi que celui de la jeunesse et des sports, a-t-on appris lundi du président de son Assemblée populaire communale (P/APC), Amar Cherif.

Le P/APC de cette collectivité locale du nord-est de la wilaya d'Oran a déclaré à l'APS que la commune vient de bénéficier de plusieurs projets de développement, précédemment annoncés par le wali d'Oran, Saïd Sayoud, lors d'une visite effectuée dernièrement à cette commune. Evoquant l'impact attendu de ces projets, l'élu a indiqué que les opérations devant être concrétisées permettront d'améliorer « sensiblement » le cadre de vie des citoyens, particulièrement ceux des agglomérations secondaires.

Il a fait savoir, dans ce contexte, que le chef-lieu de la commune a bénéficié d'un collège d'enseignement moyen (CEM) baptisé du nom du moudjahid Bouabedelli Ayadh, dont la première pierre a été posée par le wali, lors de sa dernière visite, faisant observer que le

futur établissement éducatif sera opérationnel à partir de la prochaine année scolaire.

Selon la même source, le premier responsable de la wilaya d'Oran avait, lors de la même visite d'inspection, donné son accord pour l'inscription d'un projet portant sur la réalisation d'un autre CEM devant être implanté à Douar Granine, dans le but d'épargner aux collégiens de cette agglomération secondaires les désagréments induits par les difficultés de déplacement vers les localités voisines où ils sont actuellement scolarisés.

Par ailleurs, d'autres projets devant porter sur la réhabilitation de la salle de soins, la réalisation d'un terrain de proximité et le raccordement de l'annexe administrative au réseau de fibre optique ont été accordés au profit de cette agglomération secondaire, selon la même source.

La commune de Bethioua a également bénéficié d'une opération concernant l'aménagement d'un établissement annexe spécialisé dans la prise en charge des autistes et des enfants trisomiques, ainsi que d'une autre opération devant porter sur le raccordement de l'annexe

administrative d'El Araba au réseau de fibre optique, dans le but de faciliter aux administrés de ce village l'accès via Internet aux documents administratifs.

Par ailleurs, cette collectivité chef-lieu de commune et de daïra a mobilisé une enveloppe financière estimée à 50 millions de DA puisée sur son budget pour la prise en charge de la protection et la réhabilitation du site historique «Portus Magnus», dont l'étude et le suivi relatifs à cette opération ont été confiés à la direction de wilaya de la culture et des arts, selon Amar Cherif. De son côté, la direction de la santé et de la population (DSP) s'est chargée des opérations visant l'aménagement de la polyclinique du chef-lieu de commune pour une enveloppe financière globale de 100 millions de DA, dont une partie sera également destinée à une opération similaire devant cibler la polyclinique de Aïn El Bia. Pour rappel, la commune de Bethioua a vu, la semaine écoulée, l'inauguration d'un groupement scolaire sis à la cité des 1.000 logements, baptisé du nom du moudjahid Hamdada Belkacem.

Vol d'un transformateur à la cité 2.000 logements à Aïn El Beïda Des dizaines de foyers privés d'électricité

La montée exponentielle des vols et de la destruction des transformateurs électriques à Oran ne semble pas connaître de fin. La direction de la Sonelgaz d'Es-Sénia vient de signaler un énième acte de vandalisme dans la nuit de mardi à mercredi. Le vol a touché un transformateur dans la cité des 2.000 logements sociaux à Aïn El Beïda, relevant de la commu-

ne d'Es-Sénia. En plus du préjudice financier causé à la Sonelgaz, cet acte malveillant a causé des perturbations importantes dans l'alimentation électrique de plusieurs foyers. Les services techniques de la Sonelgaz ont été mobilisés pour rétablir la situation. Selon la cellule de communication, en 2023 quelque 75 transformateurs ont été volés, dont 20 trans-

formateurs aériens. Pendant le mois de janvier 2024, une dizaine de cas de vol et de destruction ont été signalés. Des plaintes officielles pour vol et dégradation de matériel ont été déposées auprès des autorités compétentes afin de trouver les coupables et les juger. D'autre part, des rondes de surveillance ont été décidées pour lutter contre ce phénomène.

J. Boukraa

2 individus arrêtés et 18.356 comprimés psychotropes saisis



Agissant sur la base d'informations, les éléments de la brigade spécialisée dans la lutte contre le trafic et la commercialisation des stupéfiants de la sûreté d'Oran sont parvenus à déjouer une tentative de mise sur le marché d'une quantité de 18.356 comprimés de drogue dure de marque Ecstasy et 295 gr de kif. 2 individus, des repris de justice ont été arrêtés.

En effet, l'exploitation des informations concernant des individus qui utilisent une moto pour écouler les stupéfiants a permis aux enquê-

teurs d'arrêter deux dealers. La fouille minutieuse de la moto a donné lieu à la saisie de 9.000 comprimés psychotropes de marque Ecstasy et 295 gr de kif soigneusement dissimulés.

Par ailleurs, la perquisition

ordonnée par le tribunal dans leurs domiciles a permis de récupérer une quantité de 9.356 comprimés soit un global de 18.356 comprimés psychotropes. Ils seront présentés au tribunal après enquête.

K. Assia

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Delmagi Benaoumer, 72 ans, Plateau
Khalaf Aïcha, 91 ans, Saint-Pierre
Rahmani Jamila, 71 ans, El Amria
Sediki Med, 79 ans, Carreaux

Horaires des prières pour Oran et ses environs

20 rajab 1445

El Fedjr 06h37	Dohr 13h17	Assar 16h10	Maghreb 18h34	Icha 19h54
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



TLEMCEM

«Un signal fort en direction des opérateurs»

Khaled Boumediene

Dans une déclaration à la presse, mardi à l'hôtel « Renaissance » de Tlemcen, en marge de la caravane du CPA et son introduction en bourse, le directeur général, Ali Kadri, a précisé que « le montant de l'offre est réparti sur environ 59.700.000 actions au prix de cession de 2.300 DA au profit des nouveaux actionnaires bénéficiant d'une décote de 261,41 DA par action par rapport à la valeur de l'action de 2.561,41 DA, et 300.000 actions au prix de cession de 2.100 DA au profit des salariés du CPA bénéficiant d'une décote de 461,41 DA par action par rapport à la valeur de l'action de 2.561,41 DA ». La période de souscription a été fixée du 30 janvier au 28 février 2024, selon le DG du CPA, et l'offre est répartie en quatre segments, à savoir les personnes physiques de nationalité algérienne, les personnes physiques salariées du CPA, les investisseurs institutionnels et les personnes morales de droit algérien. « Si les pouvoirs publics ont décidé de mettre le CPA en bourse, ce n'est pas pour des raisons financières et l'Etat n'a pas besoin d'argent. 138 milliards c'est un montant insignifiant par rapport aux capacités financières et la surface financière du trésor. Le CPA ne va pas également bénéficier sur le plan financier de cette opération, qui vise à renforcer la gouvernance du CPA à travers la reconstitution de ses organes de gestion en intégrant le privé algérien dans le conseil d'administration et la logique du privé dans la gestion. Expliquant les objectifs visés par cette opération, M. Kadri, a ajouté, que « cette opération donnera plus de performances pour atteindre une croissance économique du pays

**Le Crédit populaire d'Algérie (CPA)
a franchi une nouvelle étape de son histoire
après le lancement, mardi dernier, de l'opération
d'ouverture de son capital et la mise en vente
de près de 60.000.000 actions d'un montant total
de 137.940.000.000 DA.**

qui va atteindre peut-être les deux chiffres, et permettra de dynamiser la bourse d'Alger ». «L'introduction du CPA au niveau de la bourse d'Alger va donner une autre dimension à la bourse d'Alger puisqu'avec les 512 milliards de dinars de valeur du CPA, la bourse d'Alger va atteindre le niveau de capitalisation boursière de 1 milliard de dollars.

Les investisseurs qui vont acheter les actions du CPA vont bénéficier des rendements du CPA qui a été toujours bénéficiaire sur le plan comptable avec des résultats intéressants. Ces rendements sont exonérés d'impôts. Les dividendes qui seront payés sur ces actions sont exonérés d'impôts et les plus-values de cession des actions sont aussi exonérées d'impôts ».

Pour rappel, le président de la République avait annoncé, lors d'une rencontre avec les opérateurs économiques, le lancement de l'opération d'ouverture, à hauteur de 30%, du capital de deux banques publiques aux investisseurs du secteur privé. Sur la question de la participation ou non des Algériens de la diaspora, le DG du CPA a fait savoir que les émigrés algériens disposant de comptes bancaires en dinars en Algérie peuvent eux aussi souscrire à cette opération. « Les dividendes ou les plus-values des

sessions qui seront dégagés après l'opération ne peuvent pas être transférés en devises ».

Dans le même sillage, il a affiché son satisfaction sur la première journée de la souscription du 30 janvier. «Nous avons enregistré des résultats très encourageants, et toutes les agences du CPA ont enregistré des souscriptions. De même, le montant global collecté lors de cette première journée est très appréciable. Nous espérons que la suite de l'opération va continuer dans le même sens jusqu'au 28 février. On verra dans les jours à venir...».

De son côté, le directeur général de la bourse d'Alger, Yazid Benmouhoub, a expliqué que ce projet fait partie des engagements du président de la République. « C'est une opération qui revêt beaucoup de symbolique pour le marché et les entreprises, car il s'agit de l'une des plus grandes banques algériennes, qui entrent en bourse. Le trésor se retire et cède sa place au privé, au particulier et à l'actionnariat. C'est un coup de starter pour la redynamisation du marché boursier algérien et c'est aussi un signal fort des pouvoirs publics en direction des opérateurs, pour qu'ils puissent venir à la bourse, qui va devenir un acteur déterminant dans le financement de l'économie nationale », a-t-il affirmé.

MASCARA

Réouverture
des marchés
à bestiaux

Les marchés à bestiaux de la wilaya de Mascara ont été rouverts, mardi, et ce à l'approche de la fin de la campagne de vaccination du cheptel bovin, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

La même source a indiqué que les autorités de wilaya ont décidé la réouverture des marchés à bestiaux se trouvant dans les communes de Ghriiss, Maoussa, Bouhenni, Oued Taria, Aouf, Aïn F'kane, Zalamta et Khalouia, après avoir enregistré «une grande avancée» à travers la campagne de vaccination du cheptel bovin contre la maladie de la fièvre aphteuse, prévoyant la fin de la prophylaxie dans les tout prochains jours.

Pour rappel, ces marchés ont été fermés, depuis plus d'un mois, dans le cadre des mesures de prévention du bétail contre cette maladie animale (zoonose), qui a connu une propagation, à la fin de l'année écoulée dans un certain nombre de wilayas du pays.

La décision de réouverture a été accompagnée par des mesures de protection supplémentaires, sachant qu'en plus de la protection des vaches contre la fièvre aphteuse, ces mesures comprennent l'interdiction d'entrée du cheptel aux marchés de vente du bétail, dont les propriétaires ne disposent pas de certificat de vaccination et de certificat de santé pour assurer son déplacement, en plus de l'obligation faite aux propriétaires des exploitations d'élevage d'animaux de réaliser des opérations d'assainissement et de nettoyage au quotidien.

Ces mesures non limitées dans le temps comprennent la multiplication des sorties de contrôle par l'inspection vétérinaire de la wilaya au niveau des marchés à bestiaux et des fermes d'élevage de bétail et le suivi de la situation sanitaire du cheptel, ainsi que le contrôle du degré d'exécution des éleveurs et des maquignons des mesures de protection contre la fièvre aphteuse, selon la même source.

A signaler que l'inspection vétérinaire de la wilaya a vacciné, jusqu'à présent, plus de 15.300 têtes de bovins contre la fièvre aphteuse au bénéfice de plus de 1.700 éleveurs de la wilaya.

L'inspection, en coordination avec la chambre de l'agriculture, poursuit l'organisation de sorties de sensibilisation en prodiguant des conseils aux éleveurs sur la manière de participer à la campagne de vaccination et la multiplication des mesures protectrices à l'intérieur de leurs exploitations pour éviter que le cheptel bovin ne soit atteint par la fièvre aphteuse.

Saisies de lait
et petit lait

Belkecir Mohamed

Dans le cadre de la protection du consommateur, les inspections de commerces se sont intensifiées et il ne se passe pas un jour sans que l'on découvre des produits trafiqués. Une perquisition effectuée par la police de la 1ère sûreté urbaine de Bab-Ali a donné lieu à la découverte d'un local clandestin de fabrication de lait et ses dérivés. Le revendeur exerçait sans registre de commerce et préparait du lait dans des ustensiles manquant d'hygiène et conditionné dans du plastique toxique. Des sachets de lait subventionné et qui servaient à la fabrication du petit lait y étaient stockés. Une quantité de 130 litres de lait et de petit lait a été saisie et détruite. Le contrevenant sera traduit en justice.

SIDI BEL ABBÈS

Un réseau de trafic de drogue démantelé

Les services de police de Sidi Bel Abbès ont démantelé un réseau criminel international organisé, spécialisé dans le trafic et la contrebande internationale de drogue, activant à travers les frontières ouest du pays, avec la saisie de 33 kilos de kif traité, a-t-on appris, mercredi, auprès de la direction de la Sûreté de wilaya.

La cellule d'information et de communication a expliqué que "l'affaire a été traitée par les membres de la Brigade mobile de la police judiciaire, suite à l'exploitation d'informations, selon lesquelles un réseau criminel était sur le point d'inonder la ville de Sidi Bel Abbès et les wilayas voisines avec des quantités importantes de kif traité", ajoutant qu'un plan de sécurité a été mis en place pour déterminer les tenants et les aboutissants de cette affaire.

Les investigations enclenchées se sont soldées par l'arrestation d'un individu à bord d'un véhicule utilitaire, en possession de 33 kilos de kif traité soigneusement dissimulés, destinés à la vente dans la ville de Sidi Bel Abbès et des wilayas voisines. La fouille du véhicule a également permis de saisir une arme à feu de 5ème catégorie et 3 cartouches, ainsi qu'une somme en devises fortes s'élevant à 1.150 dollars américains et une carte SIM d'un opérateur de téléphonie mobile marocain. Après l'accomplissement de l'ensemble des procédures légales, sous la supervision du procureur de la République près le Tribunal de Sidi Bel Abbès, le suspect a été présenté devant le parquet territorialement compétent, a-t-on indiqué.



AÏN TEMOUCHENT

Une tentative d'émigration clandestine avortée

Les services de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Aïn Temouchent ont réussi à mettre en échec une opération d'émigration clandestine par mer, avec l'arrestation de 14 individus, a-t-on appris mercredi du groupement territorial de ce corps de sécurité.

L'opération a été menée par la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Bouzedjar, suite à des informations faisant état de la

présence d'un groupe d'individus préparant une traversée clandestine par mer, à partir de la plage de Sbiâat, relevant de la commune de M'saïd, a-t-on ajouté.

Un plan de sécurité a été aussitôt mis en place par les mêmes services pour déjouer cette tentative, réussissant l'arrestation de 14 individus, dont un mineur et un autre faisant l'objet d'un mandat d'arrêt émis contre lui par le tri-

bunal d'Oran. Une embarcation, un moteur et un véhicule utilitaire ont été saisis, lors de cette opération, ainsi qu'une somme en devises s'élevant à 1.230 euros et 9 téléphones mobiles, selon la même source.

Après l'accomplissement de l'ensemble des procédures légales requises, les suspects seront présentés devant le parquet de la République près le tribunal d'El Amria, a-t-on indiqué.

Equipe nationale L'après Belmadi a commencé

M. Zeggai

Le bras de fer FAF-Djamel Belmadi a connu son épilogue. Après de nombreuses spéculations, la Fédération algérienne de football vient de mettre fin au suspense, en annonçant dans un communiqué officiel qu'elle se projetait désormais sur « un nouveau challenge avec un nouveau sélectionneur et un nouveau staff technique », lesquels seront désignés prochainement à la tête de l'EN. C'est la décision prise par l'instance fédérale après le départ à Doha de Djamel Belmadi sans signer l'accord de résiliation à l'amiable comme convenu. L'attitude du désormais ex-entraîneur national, de rentrer chez lui, sans donner suite aux propositions du président de la FAF a été interprétée comme un refus de Djamel Belmadi à trouver un accord pour désamorcer la crise. Devant cet état de fait, la FAF « se voit contrainte de tourner définitivement la page » lit-on sur le communiqué. Ainsi donc, la FAF a tourné la page Belmadi et se projette sur l'avenir de l'équipe nationale comme le prouve son communiqué. « La Fédération algérienne de football a enregistré avec regret et déception le parcours de l'EN peu glorieux, en-deçà des attentes du peuple algérien, lors du premier tour des groupes, à la CAN en Côte d'Ivoire. Au regard des moyens et conditions matérielles mis à disposition par l'État et la FAF, il était légitime d'en attendre, en retour, des prestations d'une toute autre stature. Pour la seconde fois consécutive, (CAN 2021 et CAN 2023), l'équipe nationale n'a pas franchi le premier tour et s'est classée à la 4^{ème} et dernière place du groupe. C'est là, un échec avéré, doulou-

reux et difficilement acceptable, outre l'échec à la qualification pour la Coupe du monde 2022 », souligne le communiqué de l'instance fédérale qui a tenu à relater les faits depuis la sortie prématurée des Verts de cette CAN. « La FAF, consciente du poids de ses responsabilités et du devoir de sauvegarde des intérêts des équipes nationales et du football algérien, est intervenue, via son président, Walid Sadi, interpellant le sélectionneur national, Djamel Belmadi, à Bouaké, en Côte d'Ivoire, au lendemain de l'amère élimination au premier tour, pour faire le point sur les circonstances de cet échec, où un accord mutuel de résiliation amiable a été convenu. Les discussions entamées à Bouaké devaient aboutir, le lendemain au retour de la délégation à Alger, à la formalisation de l'accord de résiliation amiable par le sélectionneur et son staff. Dès le lendemain, les parties concernées avaient répondu à l'invitation du président de la FAF, en vue de la ratification de l'accord, conclu la veille, en Côte d'Ivoire. Tous les membres du staff technique avaient signé l'accord de résiliation amiable, à l'exception de Djamel Belmadi qui s'est, étonnamment rétracté, sollicitant un temps de réflexion supplémentaire, considérant l'accord convenu, dans son volet pécuniaire, en-deçà de ses attentes. Quatre jours plus tard, la Fédération n'avait toujours rien reçu de l'intéressé qui, entre temps, avait quitté le territoire national laissant la Fédération sans réponse.

La FAF qui a mis tous les moyens à la disposition du sélectionneur national pour réaliser un parcours à la hauteur de la notoriété de l'équipe nationale, a enregistré avec beaucoup de regrets le bilan con-



traire aux attentes, susceptible d'impacter négativement l'image du football algérien. Guidé par le souci d'en finir avec la spirale des échecs renouvelés, il a été convenu à Bouaké d'une séparation à l'amiable entre les deux parties. Le sélectionneur qui, dans un premier temps, avait marqué son accord sur cette option, n'y a plus donné suite. La FAF considère son silence et son départ du territoire national comme un refus et se voit contrainte de tourner définitivement la page et de se projeter désormais sur un nouveau challenge avec un nouveau sélectionneur et un nouveau staff technique qui seront désignés prochainement. La FAF a pris acte de cette posture regrettable et se réserve désormais le droit d'en tirer les conséquences légitimes. Elle

agira en fonction de la protection des intérêts majeurs du football national », conclut la Fédération dans son communiqué. C'est la première réaction officielle de la FAF depuis le retour de la délégation algérienne de Bouaké après son amère élimination au premier tour de ce rendez-vous continental.

Cette décision a mis un terme définitif au contrat de Djamel Belmadi et aux nombreuses rumeurs relatives à son maintien à la tête de l'EN. Après moulte réflexion et autres consultations avec ses proches collaborateurs, le président de la FAF, Walid Sadi, a décidé de passer à l'action pour mettre fin à ce feuilleton qui n'a que trop duré. A présent, le premier responsable de la FAF est parti à la recherche d'un nouveau sélectionneur et un nou-

veau staff qui répond aux critères et à l'attente du grand public algérien tout en s'efforçant à protéger « les intérêts majeurs du football national ». La succession de Belmadi est désormais ouverte et une page vient d'être tournée. Plusieurs noms de techniciens étrangers sont annoncés et on en saura davantage sur l'identité du nouveau sélectionneur national, à quelques jours du tournoi international, organisé en Algérie. En somme, certains observateurs estiment que Djamel Belmadi a été victime de son contrat, non basé sur des objectifs et également sur certains de ses choix qui ne répondent à aucune logique. En tout cas, l'après Belmadi a bel et bien commencé pour préparer les éliminatoires de la prochaine Coupe du monde.

Le Maroc n'assume pas, l'Afrique du Sud va en quarts



Un autre favori est tombé à la CAN, le Maroc, piégé par l'Afrique du Sud (2-0) dès les 8e de finale, mardi à San-Pédro, où Achraf Hakimi a raté un penalty pour une égalisation en fin de match.

Les premiers demi-finalistes africains en Coupe du monde n'ont pas assumé leur statut, ce sont les «Bafana-Bafana» (les Garçons) qui iront défier le Cap-Vert, samedi à Yamoussoukro, dans le quart de finale le plus inattendu du tournoi.

Comme le Sénégal, surpris la veille par une Côte d'Ivoire (1-1, 5 t.a.b. à 4) réveillée d'en-

tre les morts, le Maroc a cédé, après un premier tour maîtrisé. Walid Regragui, qui avait annoncé quitter son poste de sélectionneur si les «Lions de l'Atlas» n'atteignaient pas au moins les demi-finales, va-t-il rester? La malédiction continue pour le Maroc, qui n'a remporté qu'une seule Coupe d'Afrique, en 1976, un peu maigre pour son statut de géant du continent. Le Parisien Hakimi a eu une balle d'égalisation, pour un penalty consécutif à une main de Mothobi Mvala, mais il l'a envoyé sur la barre (86).

Les Bafana-Bafana aussi n'en ont rempor-

té qu'une, la première, chez eux en 1996, devant Nelson Mandela, qui venait sorti le pays du régime de l'Apartheid et de la mise au ban internationale.

Le nouveau héros porte un beau prénom, Evidence Makgopa. L'attaquant des Orlando Pirates est parti à la limite du hors-jeu sur un mauvais alignement de la défense marocaine et une bonne passe de Themba Zwane pour aller battre Yassine Bounou (56). Leur sélectionneur belge Hugo Broos, champion d'Afrique avec le Cameroun en 2017, est toujours en course pour remporter deux CAN avec deux équipes, comme le Français Hervé Renard avec la Zambie (2012) et la Côte d'Ivoire (2015). Contrairement à la Coupe du monde, où le Maroc pouvait défendre et contrer, il lui fallait faire le jeu en Afrique, conformément à son statut. Les hommes de Regragui, privé de son meneur Hakim Ziyech, blessé, ne s'y sont mis sérieusement qu'une fois menés au score. Symbole de cette faillite, Sofyan Amrabat n'a pas fini le match, exclu pour une faute en dernier défenseur (90+4), et sur le coup franc, Teboho Mokoena a conclu son très grand match d'un coup franc direct (90+5). Les Bafana-Bafana sont la seule équipe à avoir battu le Maroc en 2023, et deux fois, puisqu'ils avaient gagné en qualifications pour cette CAN le 16 juin (2-1). Le quatrième de la dernière Coupe du monde aurait dû se méfier plus...

• Le Mali écarte le Burkina et affrontera la Côte d'Ivoire en quarts

Le Mali a dominé le Burkina Faso (2-1) pour se hisser en quart de finale de la Coupe d'Afrique contre la Côte d'Ivoire, grâce notamment au troisième but dans la compétition de l'Auxerrois Lassine Sinayoko, mardi à Korhogo. Les «Aigles» retrouvent les quarts

de finale pour la première fois depuis 2013. Les «Eléphants» les ont toujours battus à la CAN, en poules en 2008 (3-0), en demi-finales en 2012 (1-0) et en 8e de finale en 2019 (1-0). Les Burkinabè, demi-finalistes il y a deux ans et dans le dernier carré trois fois lors des cinq dernières CAN, s'arrêtent cette fois en 8e de finale. Ils paient leurs débuts de mi-temps ratés. Les «Etalons» ont marqué contre leur camp dès la 3e minute par leur pourtant meilleur défenseur, Edmond Tapsoba, qui a manqué de réflexes sur un ballon renvoyé par le poteau après une tête d'Amadou Haidara. Les hommes du sélectionneur français Hubert Velud ont aussi manqué leur entame de seconde période, laissant filer Lassine Sinayoko pour aller battre Hervé Koffi (47). Si le jeune prodige de 20 ans Kamory Doumbia avait offert deux passes décisives au buteur de l'AJA contre l'Afrique du Sud (2-0) et la Tunisie (1-1), cette fois c'est le capitaine Hamari Traoré qui a lancé le buteur à la limite du hors-jeu.

Les Burkinabè sont revenus dans le match grâce au sang-froid de leur capitaine Bertrand Traoré au point de penalty (57 s.p.), son troisième sur trois dans cette CAN. Il sanctionnait une main décollée de Boubacar Kouyaté. Les Etalons ont cru égaliser à la 90e minute, mais Issoufou Dayo était hors-jeu quand il a envoyé le ballon de la tête au fond des filets. Les Aigles ont encore remporté ce derby d'Afrique de l'Ouest, dans la superbe ambiance du stade de Korhogo, dans le nord de la Côte d'Ivoire, tout près des deux frontières du Mali et du Burkina.

Ils s'étaient déjà imposés (3-1) la seule autre fois que ce duel du Sahel s'est joué en Coupe d'Afrique, en phases de poules en 2004. Un nouveau derby les attend en quarts, samedi contre le pays hôte.

APARTEMENTS

■Vends F3 + cour, 7^e étage, centre-ville, rue Larbi Ben M'hidi Oran 60 m² + 30 m² - 0770.41.29.31

■Promotion immo vend F3 de 84 m² 1^{er} étage 3 façades + terrasse de 60 m² à Belgaïd (près de mosquée Machallah) Tél : 213.558.794.327

■Vends F4 neuf, 2^e étage, ascenseur, superficie 140 m², avec place parking, cuisine équipée, chauffage central, dans une résidence à Choupot, endroit calme, Oran – 0556.88.95.07 – 0033.652.622.318

■Vends F3 bien situé à Akid Lotfi, pas loin du Méridien, Oran superficie, 61 m², 2^e étage avec ascenseur, bien aménagé cuisine équipée, chauffage central, Tél : 0556.88.95.07 – What'sApp : 0033.652.62.2318

■Loue/vends ou éch à Tiaret contre similaire à Oran étudi. tt/propos appart F5/F6 C/V 03 faç.2^e t/ensol ouest-est-nord dans cité clôture par 4 bât. Parking. Proxi.univ-CEG-école-lycée-police-ptt-hammam tt comm à (-800m) à cité Med Djahlène Tiaret – Tél : 0557.746.091/ 0558.295.769

■Louons à Oran-centre, grand studio (chambre, cuisine, salle de bains). Appelez : 07 79.77.61.16 heures de bureau

■Loue F7 Bd Soummam 1^{er}, 160 m² + F5 rue Khemisti, 2^e + Villa A. El-Turck, CNEP, 220 m² + garage, mitoyenne daïra – vend F4 cité Gde Terre, 80 m², Tour n°2, 3^e ét – Vds F4, 105 m², derrière grande Poste – Tél : 0779.22.98.49

■A louer F4, 110 m² 2F, 1^{er} + ascenseur, Haï Sabah + A louer F4, 120 m² 2F + ascenseur 6^e Ardic + A louer villa R+1, 400 m², pour école, résid. ENSEP + A.V villa R+1, 270 m², 2F, la Lofa + A.V F4, 140 m², 2F, Maraval + A.V villa vieux bâti 355 m², 15m F, Maraval – Av : Terrain 126 m², 9m F, la Lofa – 0773.24.62.36

■Promotion immobilière met en vente des appartements T2/T3/T4/T5 et duplex de qualités avec acte de propriété situés au cœur d'Oran et près de toutes commodités. Possibilité de paiement par tranches ou crédit bancaire. Plus d'info : 0699.51.20.50 - 0699.51.20.31 - 0699.52.20.50

VILLAS

■Vends habitation, située à Arzew, superficie 1212 m², bâtie 500 m², le reste jardin, rez-de-chaussée, 3 garages +1^{er} étage. Adresse Arzew (Les Jardins) Portable: 0696.34.77.19

■Vds maison, 200 m², avec garage à Sidi Maârouf, Hai 440 logts, en face de la route Oran. Contacter :- 0665.04.96.84

■A vendre maison de maître 420 m², façade 20 m, Emir A.E.K Oran. 0794.61.19.73

■On vend à Belgaïd derrière salle Cristal belle maison R+1 avec 4 locaux commerciaux – vend F3 de 75 m² acté refait au 4^e étage hai Zitoune – 0775.16.20.01- 0560.89.85.30- 040.45.14.41

■Promotion immobilière met en vente des appartements 97 m² Médiouni + Villa, 02 façades, 250 m² à Canastel – 0559.80.49.04

PENSÉE

02 février 2016- 02 février 2024-01-31

Mme TALEB BAHMED née OULD HADJOU El Hadja Fatima
Cela fait 8 ans déjà depuis que tu nous as quittés à jamais laissant derrière toi un vide immense. Ton départ me laisse inconsolable chère maman.

Ta disparition a été pour nous une douloureuse épreuve et la plaie reste toujours vivace dans nos cœurs. Ton image restera gravée dans notre mémoire. Ta bravoure, ta gentillesse, ta sincérité et ton beau sourire resteront incrustés à jamais. En ce triste souvenir, je demande à tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire en lisant sourate « Al Fatiha » Que le Paradis soit ta demeure éternelle, inshallah, chère maman.
Ta fille Dalila TALEB-BAHMED

اللهم ارحم من اشتقت لهم أنفسنا و هم تحت التراب
ربي اغفرلي و لوالديا و ارحمهما كما ربياني صغيرا

PENSÉE

C'est déjà la deuxième année depuis que nous a quittés notre cher frère et oncle maternel

KADI Lahouari,
le 01.02.2022, à Marseille et qui a laissé un très grand vide au sein de la famille et auprès de sa sœur Fatima, son frère Abdallah ainsi que ses nièces et neveux. Il était pour nous un père, un oncle cher à nos cœurs que jamais on n'oubliera. Il est irremplaçable et c'est la volonté de Dieu. Repose en paix cher tonton. Ta famille, ta sœur Kadi Fatima et ton frère Kadi Abdallah de Marseille, France, les nièces et neveux de Marseille et Maraval et les familles HAMMOUDI et CHOUAF

إنا لله وإنا إليه راجعون

LOCAUX

■Locations : local à usage de crèche, local 120 m² pour boulangerie, centre Aïn El Turck – local 150 m² pour mécanique autos Bouiseville – Villa standing Trouville + Appart F3 Akid Abbès – Ag El Bahria Aïn El Turck – 0774.01.89.57

■Promotion immobilière met en vente sur plan, des bureaux et locaux commerciaux idéals pour toute activité commerciale au cœur d'Oran. Possibilité de paiement par tranches. Plus d'info : 0699.51.20.50 - 0699.51.20.31- 0699.52.20.50

■Loue sur Bd principal C/V, Tiaret, Cafétéria en activité, équip. 02 faç, terrasse, prox univ-lycée-ITMA-CEG-Ecole. Pri-P. Police à Haï El Badr, lot n° 06 face ITMA, Rte Aïn Guesma Zaâroura, Tiaret, poss locat F2 ds villa, rdc + Loue attenant à la cafétéria 02 locaux 160 m², gaz, eau, élect + Vds 40 chaises neuves métal, rembourrées + cong. Horiz + cong. Morsi. Voir facebook – Tél : 0557.74.60.91/ 0558.29.57.69

TERRAINS

■Vends un terrain agricole de 9 hectares dans la ville de Terga, Aïn Temouchent, avec 2 puits, un bassin d'eau et l'électricité Acte et livret foncier. Tel : 0541.27.28.78

■Privé vend terrain en zone industrielle Nedjma, mitoyen aux showrooms 3.870 m², entièrement bétonné avec hangar, voute charpente métallique 2200 m² surface et 10m hauteur avec poste transfo 2x 640 KVA + eau + gaz naturel HP + bache à eau. Tel : 0770.30.56.41

DIVERS

■A vendre agrément de pharmacie à Oran (Es-Senia) 18 ans d'activités, emplacement stratégique. Plein rendement. Contactez-nous pour infos : 0541.45.54.33

saa **Assurances**
الشركة الوطنية للتأمين
SOCIÉTÉ NATIONALE D'ASSURANCE
EPE/SPA au capital de 35 milliards de DA

Avis d'annulation

La Société Nationale d'Assurance par abréviation

SAA, Direction régionale d'Oran informe

les soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres

n° 01/SAA/2023 ayant pour objet :

la réalisation des travaux d'aménagement

de l'Agence SAA Arzew, code 2202,

paru dans les quotidiens

El-Djemhouria et Le Quotidien d'Oran,

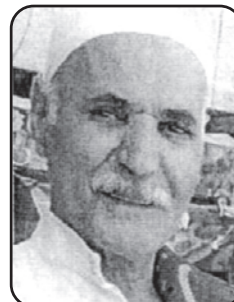
les 10-11 et 14-15 ais 2023, que l'avis d'appel

d'offres est annulé.

ANEP N° 2431100084 Le Quotidien d'Oran 01/02/2024

تعزية

ببالغ الحزن والأسى وبقلوب مؤمنة بقضاء الله وقدره ملينة بالحزن والمواساة تعلم عائلة «دريزة» نبأ وفاة المغفور له «دريزة معمر» المدعو «عمي بوقادير»، والد علي وهشام بأخلص التعازي وأصدق مشاعر المواساة راجية من الله عز وجل أن يتغمد روح الفقيد برحمته الواسعة وأن يسكنه فسيح جناته ويلهم ذويهم الصبر والسلوان.
«إنا لله وإنا إليه راجعون»



CONDOLÉANCES

La famille BELAHRECHE Khaled. Docteur RITA BELAHRECHE Docteur KAMIL BELAHRECHE. Docteur ROSTOM TOMMY BELAHRECHE présentent leurs sincères condoléances à la famille de la défunte Mme HADJA ZERROUKI et au Docteur BACHIR ZERROUKI Puisse Dieu Le Tout-Puissant accorder à la défunte Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis.

Khaled BELAHRECHE

REPUBLIQUE ALGERIENNE



DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE SIDI BEL-ABBES
DAIRA DE MARHOUM
COMMUNE DE SIDI CHAIB
N° :.....03...../2024

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

En application des articles 65-82 du Décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations des services publics. Le président d'APC de Sidi Chaib porte à la connaissance toutes les entreprises ayant soumissionné à l'avis d'appel d'offres ouvert n° 41/2023 avec exigence des capacités minimales paru dans Le Quotidien d'Oran en français le 30/12/2023 et en arabe journal Eddiwan après évaluation et analyse des offres technique et financière, le projet soumissionné à attribuer provisoirement au contractant indique ci-dessous

N°	Nom du projet	Nom de L'entreprise	Délais	MONTANT DE L'OFFRE FINANCIÈRE EN DA	Note Technique	NIF L'entreprise	NIF Maitre de L'ouvrage	Observation
01	Travaux de réhabilitation au niveau des écoles primaires et leurs structures Annexes A Sidi Chaib	Lot 01 :Travaux de réhabilitation au niveau de l'école Youfii Mohamed	BOUALEM Mohamed	29 jours	3.669.365.00 DA	81.24	198522440002439	Qualifie Techniquement
		Lot 02 :Travaux de réhabilitation au niveau de l'école Meslem Abdelkader	Chellali Abd El Ghani	45 jours	7.495.929.00 DA	88	197722010327928	Qualifie techniquement Et moins disant
		Lot 03 :Travaux de réhabilitation au niveau de l'école Nasri Menaouer	Hassani Abd Errahim	29 jours	5.397.344.00 DA	63.62	198122350000642	Qualifie techniquement et moins disant

Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours dans un délai de 10 jours auprès de la Commission des marchés à partir de la première publication du présent avis d'attribution provisoire dans le BOMOP ou la presse ou le portail des marchés publics comme suit les soumissionnaire peuvent présenter au bureau des marchés publics pour renseigner sur leurs résultats techniques et financiers dans un délai de 03 jours à partir de la première publication de cette avis dans les quotidiens nationaux.

Sidi Chaib le 23/01/2024
P/d'APC

ANEP N° 2431001289 Le Quotidien d'Oran 01/02/2024

TF1

21.10 Section de recherches



Série policière - France - 2023
Saison 15 - Episode 3
- Mortelle randonnée
Avec Xavier Deluc, Franck Sémonin, Félicité Chaton, Fabienne Carat
Bernier, fraîchement retraité, part faire une semaine de trek sur l'île de La Réunion avec ses anciens collègues Lucas, Jeanne et Ariel. Ils retrouvent d'autres randonneurs dans un refuge coupé du monde et en pleine nature tenu par Sophie et François.

2

21.10 Envoyé spécial



«Arnaque aux faux conseillers bancaire» : Des SMS demandent de renouveler sa carte vitale, de payer une amende ou de régler des frais postaux. Ces faux messages officiels sont en réalité le point de départ d'une gigantesque arnaque. En 2022, 18 millions de Français se sont fait avoir pour un préjudice total d'au moins 340 millions d'euros • «Anti-rhumes : l'impossible interdiction ?» : L'an dernier, 4 millions de médicaments anti-rhume disponibles sans ordonnance ont été vendus, pour un total de 25 millions d'euros.

3

JEUDI

6

21.10 Meurtres à...



Série policière - France - Belgique - 2021
Saison 9 - Episode 2/14
- Meurtres à Mulhouse
Avec Mélanie Maudran, Madi Belem, François-David Cardonnel
La Lieutenant de gendarmerie Sandra Bauer se rend en Alsace où un crime a été commis dans une ancienne mine de potasse. Au cours de son enquête, Sandra va, avec l'aide de son adjoint Laurent Bourbon, devoir affronter son propre frère, Frédéric Bauer. Il est avocat et associé de la principale suspecte, Emilie Kern, qui avait privé Sandra de la garde de son fils.

TFX

21.05 Bloodshot



Film de science-fiction - Etats-Unis - 2020
Avec Vin Diesel, Guy Pearce, Eiza Gonzalez, Sam Heughan
Bloodshot est un ancien soldat doté de pouvoirs de régénération et de meta-morphing suite à l'injection de nanites dans son sang. Après avoir vu sa mémoire effacée à plusieurs reprises, il finit par découvrir qui il est et décide de se venger de ceux qui lui ont infligé cette expérience.

21.10 The King's Man : Première mission



Film d'action - Etats-Unis - Grande-Bretagne - 2021
Avec Ralph Fiennes, Rhys Ifans, Gemma Arterton, Matthew Goode
Lorsque les pires tyrans et génies criminels de l'Histoire se réunissent pour planifier l'élimination de millions d'innocents, un homme se lance dans une course contre la montre pour contrecarrer leurs plans. Découvrez les origines de la toute première agence de renseignement indépendante.

CANAL+
GRANDECRAN

21.04 Outrages



Drame - Etats-Unis - 1989
Avec Michael J. Fox, Sean Penn, Don Harvey, John C. Reilly
En 1966, au Vietnam, lors d'une embuscade où Brown est tué, le soldat Eriksson est sauvé par le sergent Meserve. Pour venger la mort de Brown, Meserve et ses hommes enlèvent une villageoise des environs, Oahn. A tour de rôle, ils la torture, sauf Eriksson qui assiste, révolté, au calvaire de la malheureuse. Il réussit à l'arracher aux griffes de ses tortionnaires et s'enfuit avec elle.

CANAL+

21.09 Fargo



Série policière - Etats-Unis - 2023
Saison 5 - Episode 5/10
- Le tigre
Avec Juno Temple, David Rysdahl
Après leur altercation à l'hôpital, Lorraine découvre le véritable visage de Dorothy. Avec l'aide de son avocat Davis Graves, Lorraine parvient à faire interner sa belle-fille pour incapacité psychologique. Mais elle parvient à s'échapper de l'établissement. Pendant ce temps, Roy se rend à la propriété des Lyon afin de raconter toute la vérité sur le passé de Dorothy.

RTL9

20.55 Le bonhomme de neige



Film policier - Grande-Bretagne - Etats-Unis - Suède - Japon - Chine - 2017
Avec Michael Fassbender, Rebecca Ferguson, Val Kilmer
En Norvège, au début de l'hiver. Après avoir reçu la visite d'un policier au comportement sadique, une femme se suicide en jetant sa voiture dans un lac glacé, sous les yeux impuissants de son fils. Des années plus tard, Hary Hole, officier de police, se laisse totalement aller, sous le regard navré de son ex-femme Rakel, une galeriste.

TF1

21.10 Le grand bêtisier



Présenté par Karine Ferri, Christophe Beaugrand
«Le grand bêtisier» est de retour pour une soirée placée sous le signe de la bonne humeur. Aux commandes de ce divertissement à hurler de rire, Karine Ferri et Christophe Beaugrand font découvrir aux téléspectatrices et téléspectateurs les images les plus drôles de la saison : les bêtisiers inédits des tournages de vos séries télé, des moments «off» de vos émissions préférées jamais diffusés.

2

20.45 Rugby : Tournoi des Six Nations



- France / Irlande
Le XV de France débute la compétition par un match au sommet face aux Irlandais tenants du titre et de nouveaux favoris cette saison. Thomas Ramos et les Bleus devront donc se montrer à leur meilleur niveau sans attendre. En l'absence du capitaine Antoine Dupont qui se réserve pour les jeux Olympiques, l'équipe de France peut s'appuyer sur l'expérience de ses cadres à l'instar de Gaël Fickou, Julien Marchand, ou encore Grégory Alldritt.

3

VENREDI

6

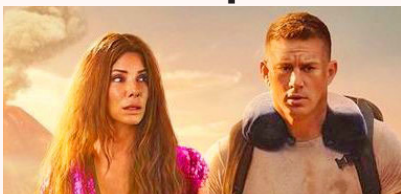
21.10 Cassandra



Série policière - France - 2021
Saison 5 - Episode 3
Avec Gwendoline Hamon, Alexandre Varga, Dominique Pinon
Chloé Legrand, 35 ans, directrice du centre accueil de La Première Pierre, proposant de l'hébergement et du travail, a été retrouvée morte. Elle a été tuée avec une barre de fer. Connue pour son autorité, elle était autant respectée que crainte, voire détestée. Cela fait pas mal de suspects potentiels pour Cassandra et Roche pas très bien accueillis dans cette association.

CINE +
PREMIER

20.50 Le secret de la cité perdue



Film d'aventures - Etats-Unis - 2022
Avec Sandra Bullock, Brad Pitt, Channing Tatum, Daniel Radcliffe
L'auteure recluse Loretta Sage écrit sur des lieux exotiques dans ses romans d'aventures, qui présentent un beau modèle de couverture nommé Alan. Lors d'une tournée de promotion de son nouveau livre avec Alan, Loretta se fait kidnapper par un milliardaire excentrique qui cherche le trésor perdu d'une ville antique.

21.10 Cauchemar en cuisine



Saison 11 - Episode 14
A Bon-Encontre, dans le Lot-et-Garonne, Levana et Olivier ont repris le seul restaurant de la commune il y a deux ans. Problème : depuis, en dehors de quelques habitués qui continuent d'y venir, la plupart des clients a déserté les lieux. Contacté par les habitants du village inquiets, Philippe Etchebest se rend sur place avec une idée en tête : aider ces patrons à ne pas faire faillite.

CANAL+
GRANDECRAN

21.04 Cogan : Killing Them Softly



Thriller - Etats-Unis - 2012
Avec Brad Pitt, Scoot McNairy, Ben Mendelsohn, James Gandolfini
Frankie et Russell, deux escrocs, prévoient de braquer un cercle de jeux clandestin. Le lieu appartient à Markie, dont la mafia se méfie depuis qu'il a avoué avoir lui-même volé un de ses casinos. Frankie et Russell réussissent leur coup.

CANAL+

21.10 Elémentaire



Film d'animation - Etats-Unis - 2023
Forcés de quitter leur pays, Brul et Sandra Lumen, des éléments de feu, arrivent à Element City, où ils ont été précédés par plusieurs vagues d'éléments, l'air, l'eau et la terre. Si tous ces éléments vivent en harmonie, les éléments de feu, qui réagissent mal associés aux autres, ne sont qu'à peine tolérés dans cette grande cité cosmopolite.

CINE +
FRISSON

20.50 Terminator 3 : le soulèvement des machines



Film de science-fiction - Etats-Unis - Allemagne - Grande-Bretagne - 2003
Avec Arnold Schwarzenegger, Nick Stahl, Claire Danes
Dix ans après avoir sauvé l'humanité, John Connor vit en marge de la société car il est toujours menacé. Alors qu'un virus informatique contamine les logiciels du monde entier, le T-X, un cyborg indestructible, débarque du futur. Sa mission : tuer John et une certaine Kate Brewster, ainsi que tous ceux qui s'opposent à la dictature des machines.

Les Etats-Unis peuvent désormais poursuivre les responsables étrangers corrompus

Les militants anticorruption à travers le monde nourrissent de gros espoirs grâce à une nouvelle loi américaine qui permet pour la première fois aux Etats-Unis de poursuivre des responsables étrangers qui accepte des pots-de-vin. Ce texte étend la portée de la loi de 1977 sur la corruption étrangère (Foreign Corrupt Practices Act, FCPA), destinée à sanctionner les entreprises versant des pots-de-vin et leurs agents. La loi sur la prévention de l'extorsion étrangère (FEPA), promulguée en décembre par le président Joe Biden dans le cadre de la réglementation sur la Sécurité nationale, cible désormais le camp receveur: des responsables de gouvernements étrangers qui réclament et acceptent de tels versements.

Auwal Musa Rafsanjani, un militant des droits humains et anticorruption au Nigeria, espère que ce texte va instiller «un certain degré d'inquiétude» chez les dirigeants qui estimaient jusque-là jouir d'une «impunité». Scott Greytak, directeur du plaidoyer de l'ONG Transparency International aux Etats-Unis, s'attend à ce que la FEPA réduise la corruption. «Chaque employé de chaque gouvernement étranger est prévenu que le poids du gouvernement des Etats-Unis peut lui tomber dessus», relève-t-il. Selon lui, «cela va changer les comportements».

Soupçonné d'espionnage le N.2 du renseignement brésilien limogé



Le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva a limogé le numéro deux des services de renseignement du pays, sous le coup d'une enquête pour espionnage illégal impliquant aussi l'un des fils de l'ex-président Jair Bolsonaro, selon un avis publié mardi au Journal officiel.

La police fédérale enquête sur le directeur adjoint de l'Agence brésilienne du renseignement (Abin), Alessandro Moretti, qu'elle soupçonne d'avoir fait partie d'un réseau clandestin ayant utilisé un logiciel espion israélien, FirstMile, pour écouter illégalement des centaines de responsables politiques et personnalités publiques sous la présidence Bolsonaro (2019-2022).

Lundi, la police avait mené des perquisitions dans plusieurs Etats du Brésil. Elle a notamment fouillé le domicile et le bureau de Carlos Bolsonaro, conseiller municipal de Rio de Janeiro et deuxième des quatre fils de l'ex-président d'extrême droite. La police s'est également rendue à une résidence où se trouvaient Jair Bolsonaro et ses trois premiers fils à Angra dos Reis, cité balnéaire située à environ 150 km de Rio.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Le chef de la diplomatie britannique évoque la reconnaissance d'un Etat palestinien



Le gouvernement britannique a assuré mardi que sa position sur le processus de paix au Moyen-Orient n'avait pas changé, après que le ministre des Affaires étrangères David Cameron a évoqué une possible reconnaissance par Londres d'un Etat palestinien, ont rapporté mardi des médias.

Lors d'une réception des ambassadeurs des pays ara-

bes au Parlement britannique lundi, David Cameron a évoqué la nécessité de donner «au peuple palestinien un horizon politique».

Il a affirmé que la reconnaissance d'un Etat palestinien contribuerait à faire d'une solution à deux Etats - rejetée par l'agresseurs sioniste - un «processus irréversible». «Nous devrions commencer à envisager à quoi ressemblerait un Etat palestinien, ce qu'il comprendrait, comment il fonctionnerait», a déclaré le ministre britannique des Affaires étrangères. «A cette occasion, nous examinerons avec nos alliés, la question de la reconnaissance d'un Etat palestinien, y compris aux Nations unies», «cela pourrait être l'une des choses qui contribuerait à rendre ce processus irréversible», a-t-il ajouté.

Pakistan : 15 morts au total dans des affrontements avec des rebelles

Quatre membres des forces de sécurité et deux civils ont été tués dans des affrontements avec un groupe séparatiste, qui ont fait au total 15 morts, dans la province du Baloutchistan, dans le sud-ouest du Pakistan, a annoncé l'armée. Le ministre de l'Information du Baloutchistan, Jan Achakzai, avait indiqué mardi à l'AFP que six rebelles étaient morts dans ces combats, survenus dans la nuit. Mais l'armée a précisé en soirée que «neuf terroristes dont trois kamikazes» avaient été tués. Cependant, «quatre valeureux membres des forces de l'ordre» et «deux civils innocents» ont aussi perdu la vie, a ajouté dans un communiqué le service de communication de l'armée (ISPR). L'Armée de libération du Baloutchistan (BLA), un groupe séparatiste local, a revendiqué l'attaque. M. Achakzai avait expliqué que les forces de sécurité



avaient repoussé «des attaques coordonnées» visant au moins trois installations gouvernementales, dont un cantonnement de troupes paramilitaires et un poste de police. Le Baloutchistan, grande province, pauvre et peu peuplée,

est depuis longtemps le théâtre de violences ethniques, sectaires et séparatistes. Elle est riche en hydrocarbures et en minerais, mais sa population se plaint d'être marginalisée et spoliée de ses ressources naturelles.

Tunisie: l'état d'urgence prolongé de 11 mois



L'état d'urgence en Tunisie a été prolongé pour une durée de onze mois à compter du 31 janvier 2024, a rapporté mardi l'agence TAP. «En vertu du décret présidentiel n 97 en date du 30 janvier courant, l'état d'urgence est prolongé du 31 janvier au 31 décembre 2024 sur l'ensemble du territoire», indique la TAP.

Fin novembre 2015, l'état d'urgence a été décrété à la suite d'une attaque terroriste contre un bus de la Garde présidentielle survenue à Tunis et ayant fait 12 morts et 16 blessés, rappelle-t-on. Depuis cette attaque, l'état d'urgence a été prolongé à plusieurs reprises et pour des périodes variables, a-t-on conclu.

Mexique : 19 morts et 22 blessés dans un accident de la route

Un choc frontal entre un autocar et un camion de marchandises a fait mardi 19 morts et 22 blessés dans un état du nord-ouest du Mexique, ont annoncé les autorités locales. L'accident a eu lieu à Elota, une destination touristique prisée par les ressortissants canadiens et américains. Les deux véhicules ont entièrement pris feu. «On a comptabilisé 19 corps. L'identification va nous prendre un peu de temps, étant donné qu'ils sont calcinés», a déclaré Sara Quiñónez, procureur général de l'état du Sinaloa.

«Au fur et à mesure que nous aurons les données des personnes décédées, nous les partagerons», a-t-elle ajouté. Les 22 blessés ont reçu des soins médicaux, a ajouté la représentante du parquet. L'autocar était parti de la ville de Guadalajara et avait pour destination finale los Mochis dans l'état du Sinaloa, par ailleurs connu comme l'un des berceaux du trafic de drogue au Mexique. Les accidents de la route sont fréquents au Mexique. Le 21 novembre, au moins 12 personnes sont mortes et 58 ont été blessées quand un autocar s'était renversé sur une route de l'état du Veracruz (est), sur le golfe du Mexique. Le 5 juillet, un car a fait une sortie de route dans une zone montagneuse de l'état du Oaxaca, provoquant la mort de 27 personnes.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

L'ÉCOLE ET LES EXTRÊMES

l'esprit que le coût d'une photocopie est égal à celui de trois baguettes de pain.

Il n'est pas rare que des ménages humbles en soient à ce calcul non anodin. Pour certains, la vie quotidienne est si difficile au point d'être mis dans l'obligation de se plier à une lésinerie forcée sans pour autant réussir à joindre les deux bouts. D'autres aussi n'hésitent pas à tourner le dos et l'estomac pour répondre aux frais des cours particuliers devenus inévitables.

Certains passent outre l'ordre de l'enseignant, mettant leurs progénitures

entre le marteau et l'enclume, entre les récriminations du professeur et la moue rigide de leurs parents. Le mauvais nourrissage ainsi prodigué aux élèves est une sérieuse moisissure introduite entre les enfants et l'école et ne peut que présager un départ tortueux dans la vie. Le mal ainsi nourri a un effet psychologique désastreux sur l'élève et peut parfois créer une forme de désunion sociale entre les enfants de parents pauvres et ceux de familles aisées.

Fort heureusement, cette inadvertnance scolaire n'est pas généralisée et doit être mise sur le compte d'élans professionnels non mûrement réfléchis par une minorité d'enseignants. Sans doute pensent-ils bien faire en poussant leur métier à ses extrêmes. Seulement, ils ne tiennent pas compte des extrêmes et limites financiers des parents.